

Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Premiers Etats Généraux de l'Europe

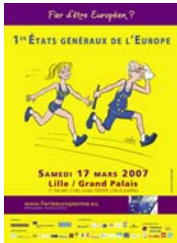
Samedi 27 mars

Lille Grand Palais

REVUE DE PRESSE



Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



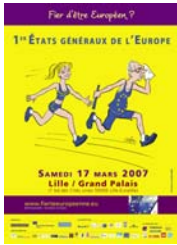
Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

SOMMAIRE

Introduction	3
1. Presse écrite	4
Résumé presse locale Nord Pas de Calais	4
Résumé presse nationale	4
Presse locale	5
Articles Nord Eclair 14/02 et 10/03	5
Couverture Lille Plus 13/03.....	5
Article Lille Plus 13/03.....	6
La Voix du Nord, 16/03	7
Couverture Nord Eclair,16/03.....	8
Article Nord Eclair, 16/03, p.2-3	9
Couverture Nord Eclair, 17/03.....	10
Article Nord Eclair, 17/03, page 2	11
Article Nord Eclair, 17/03, page 3	12
Article La Voix du Nord, 17/03, p.15	13
Article La Voix du Nord, 17/03, p.15	13
Article La Voix du Nord, 17/03, p. 38	14
Article Nord Eclair, 18/03, p.36	15
Article Voix du Nord, 18/03.....	16
Article Voix du Nord, 18/03.....	17
Presse nationale.....	18
Le Figaro magazine, 10 mars, p.22	18
Une, Le Figaro, 14/03	20
Article Le Figaro, 14/03, p.6	20
Tribune Figaro, 15 mars	21
Matin Plus, p.7	22
Le Monde, 20/03, p.3.....	23
2. Télévisions et Radios	24
Télévisions nationales.....	24
Télévisions locales.....	24
Radios nationales.....	25
Radios locales.....	25
3. Web	26
Résumé agences de Presse (dépêches)	26
Résumé médias en ligne	26
Résumé blogs.....	26
Dépêches agence de presse.....	27
Dépêches AFP	27
Dépêche Belga	29
Articles médias en ligne	30
Figaro.fr : Dossier Europe.....	30
Le Taurillon.....	32
Les Euros du Village.....	35
Toute l'Europe.....	36
Fenêtre sur l'Europe.....	39
Billets de blogs	40
Les Coulisses de Bruxelles	40

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif 2

EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

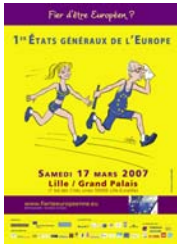
Introduction

Les Etats Généraux ont été organisés à l'initiative d'EuropaNova avec le Mouvement Européen France et Notre Europe



Ils ont été soutenus financièrement par :

La Mairie de Lille
Le Parlement Européen
Le Ministère des Affaires Etrangères
La Chambre de Commerce et de l'Industrie de Lille
La Région Nord Pas de Calais
L'Institut d'Etude Politique de Lille
Le Groupe EDHEC
La Fondation Schuman
La Fondation pour l'Innovation Politique
Voyageurs du Monde



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

1. Presse écrite

Résumé presse locale Nord Pas de Calais

Date	Journal	Titre	Page
14/02	Nord Eclair	La fille de Romy Schneider marraine des « Etats généraux de l'Europe »	
10/03	Nord Eclair	Le 50 ^e anniversaire du Traité de Rome	
13/03	Lille Plus	EGE - Tout le monde descend à Lille Europe	1
13/03	Lille Plus	L'Europe s'invite à Lille	3
16/03	La Voix du Nord	Jacques Delors : « La France a perdu de son influence »	
16/03	Nord Eclair	Lille l'Européenne	1
16/03	Nord Eclair	Pas de doute, Lille est bien européenne	2,3
17/03	Nord Eclair	Jacques Delors, entretien exclusif	1
17/03	Nord Eclair	Jacques Delors : « Je me bats pour la survie de l'Europe »	2
17/03	La Voix du Nord	« Zoom » sur les EGE	
17/03	La Voix du Nord	Jacques Barrot contre un nouveau referendum	38
17/03	La Voix du Nord	L'Europe et ses États généraux vus depuis le lycée Montebello	
18/03	Nord Eclair	Les citoyens d'Europe cultivent leur fierté à Lille	
18/03	20 Minutes Lille	EGE à Lille : appel à relancer le débat (cf dépêche AFP)	
18/03	La Voix du Nord	Des petits « dej » et des « popotes » pour les étudiants de l'IEP	
18/03	La Voix du Nord	À Lille, hier, une journée pour exprimer leur fierté d'être européens	
19/03	Lille Plus	Europe, les débats se construisent à Lille	3
22/03	La Vie Quercynoise	Relate les EGE	

Résumé presse nationale

Date	Journal	Titre	Page
09/03	Figaro Magazine	Face à face : la France confrontée à l'enjeu européen	
14/03	Le Figaro	Les Français fiers d'être européens	1
14/03	Le Figaro	Les Français sont fiers d'être européens – États Généraux de l'Europe	6
15/03	Le Figaro	L'Europe, cette folie salutaire qui n'a pas vieilli en cinquante ans	
16/03	La Croix	L'Aiguillon européen de la société civile	6
16/03	DNA	Delors « souffre » pour l'Europe	
	Le Monde	Encadré sur les Etats Généraux	
18/03	La Provence	Delors appelle à relancer l'Union européenne	4
19/03	La Croix	Des Français fiers d'être européens	9
19/03	Le Monde	Des associations interpellent les candidats sur l'Europe	
19/03	Matin Plus	Premiers états généraux de l'Europe	8



Etats Généraux de l'Europe
 Samedi 17 mars 2007
 Revue de presse

Presse locale

Articles Nord Eclair 14/02 et 10/03

EUROPE *Nord Eclair 10/03*

Le 50^e anniversaire du Traité de Rome

Les premiers États généraux de l'Europe se dérouleront à Lille, le 17 mars. Ils sont organisés par l'ONG Europa Nova, Notre Europe et le Mouvement Européen. Ils célébreront les 50 ans de la signature du Traité de Rome.

Le Traité de Rome, « c'est ce qui a permis de sauver le processus de construction européenne après le refus du Parlement français de signer le traité sur une communauté de défense », selon Gaëtané Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe. Voilà qui rappelle un certain 29 mai 2005. « À cette époque déjà, c'était difficile, mais ils se sont battus pour que ça marche, c'était un acte de foi ». Pour se souvenir que la construction européenne est un grand pari sur l'avenir, l'ONG EuropaNova, avec Notre Europe et le Mouvement européen organise les premiers États généraux de l'Europe, le 17 mars, à Lille. « Notre philosophie est de rassembler ceux qui, en France, ont envie de préparer la prochaine étape de la construction européenne », explique Guillaume Klossa, le président d'EuropaNova. L'ambition affichée est d'attirer le public dans les dizaines d'ateliers. Car l'Europe est avant tout une affaire de citoyens. ● V.M.

Les États généraux de l'Europe marqueront le début du cinquantième anniversaire du Traité de Rome.

> LILLE

La fille de Romy Schneider marraine des « États généraux de l'Europe »

L'actrice Sarah Biasini, fille de Romy Schneider, sera la marraine des « Premiers États généraux de l'Europe », qui se dérouleront le 17 mars à Lille pour célébrer le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Dans une vidéo diffusée sur le site «www.fierteeuropeenne.eu», Sarah Biasini, qui se présente comme « austro-italo-française et plus simplement européenne », invite les « citoyens européens » à se retrouver à Lille pour réfléchir « sur tout ce qui a été accompli et tout ce qui reste à faire pour l'Union européenne ». Elle rappelle aussi que grâce au Traité de Rome, signé le 25 mars 1957, « c'est la paix qui s'est construite en Europe ». Parmi les personnalités attendues de plusieurs pays pour une série de « rencontres et d'échanges » figurent par exemple l'ex-président de la Commission européenne, Jacques Delors, ou l'actuel ministre italien de l'Économie, Tommaso Padoa-Schioppa. Le public doit être invité à participer aux différentes tables rondes, dont l'entrée sera gratuite sur inscription préalable.

NORD ECLAIR du 14/02/07

Couverture Lille Plus 13/03

www.lilleplus.com

Lille PLUS

Politique : Chirac parti, Villepin soutient Sarkozy

Social : Pas de consulat des mal-logés à Lomme

Interview : Mickaël Fournon seul pour un disque

LES 1^{ers} ETATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE

TOUT LE MONDE DESCEND À LILLE EUROPE

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
 EuropaNova
 21, rue du Faubourg Saint Antoine
 Immeuble E - 75011 Paris
 Tel : + 33 1 43 42 40 90
 Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Article Lille Plus 13/03

LillePLUS

Mardi 13 mars 2007

LILLE MÉTROPOLE 3

FAIT DU JOUR

L'Europe s'invite à Lille

ÉVÈNEMENT LES 1^{ERS} ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE SONT ORGANISÉS SAMEDI A LILLE. UNE JOURNÉE QUI A POUR OBJECTIF DE CÉLÉBRER LES CINQUANTE ANS DU TRAITÉ DE ROME ET DE RÉFLÉCHIR A L'AVENIR DE L'EUROPE.

« C'est un plaisir et un honneur d'accueillir ces 1^{ers} Etats généraux de l'Europe à Lille », s'enthousiasme Martine Filleule, adjointe à la mairie de Lille et vice-présidente de la région chargée des affaires européennes. La ville a ainsi été choisie pour la première grande manifestation européenne visant à célébrer le cinquantième anniversaire du traité de Rome. Carrefour géographique et stratégique de l'Europe, entre Londres, Bruxelles et Paris, Lille s'imposait donc comme ville européenne. Mais c'est aussi une « ville de l'accueil et de la chaleur humaine », souligne Martine Filleule. Personnalités et citoyens lillois sont donc invités à participer samedi à une manifestation unique en Europe. C'est l'ONG EuropaNova qui est à l'origine de cet événement. « La philosophie de ces Etats généraux est qu'il faut être fier de ce qui a été fait

mais aussi conscient de ce qui n'a pas été fait », explique Guillaume Klossa, président de l'organisation. Il y a seulement trois mois, regrettant que rien de grand ne soit prévu en France pour cet anniversaire clé dans la construction de l'Union européenne, Guillaume Klossa décide de lancer le projet. Avec le concours du Mouvement européen France et du laboratoire de pensée Notre Europe, mais aussi de la ville de Lille, de l'Institut d'Etudes politique de Lille, de l'EDHEC, de la CCI, et de bien d'autres partenaires, le projet a vu le jour. « C'est un pari extraordinaire de rassembler autant de monde dans un délai si court ! », souligne Jean-Jacques Triplett, président du Mouvement européen Nord. Citons, entre autres, Jacques Delors, Catherine Colonna, Martine Aubry, Jean-Marie Cavada, Harlem Désir, Elisabeth Guigou, etc. et de nombreux citoyens européens. M.T. et S.N.



Jacques Delors sera présent samedi à Lille.

Photo AFP (archives)

Roubaix met l'accent sur l'Europe des jeunes

Pour célébrer le cinquantième anniversaire, Roubaix a également décidé de mettre l'accent sur l'Europe en ce mois de mars. A l'initiative du Mouvement Nord Europe et de la mairie, une grande exposition, *l'Union Européenne, 50 ans d'aventure*, sera présentée à partir de jeudi à la Maison de l'Emploi : « Il s'agit d'un parcours pédagogique pour expliquer les institutions de l'Europe, comment ça marche, que peut-elle nous apporter, etc », explique Gwenaëlle Rieunier, chargée de mission à la mairie de Roubaix. L'exposition sera visible jusqu'à la fin du mois. La Ville veut surtout mettre l'accent sur la jeunesse avec mercredi 21 mars un après-midi consacré à la mobilité : « Comment bouger en Europe ? » Avec la présence de jeunes Roubaisiens qui sont partis dans des pays européens mais aussi d'étrangers actuellement en ville. Les jeunes pourront tout savoir des différents dispositifs qui leur permettront de tenter une expérience loin de chez eux.

Célébrer mais surtout penser au futur

« Il est important que cet événement soit prolongé, souligne Gaëtane Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe. Nous formulerons des propositions aux candidats à l'élection présidentielle, suite à cette journée. » De 9 h à 18 h 30, plénières, ateliers se succéderont faisant intervenir politiques, associations, enseignants, syndicats, écrivains... Tournée vers l'avenir, cette journée aura aussi pour objectif de remobiliser les citoyens sur les questions européennes, faire prendre conscience d'une citoyenneté européenne. Lorsque le traité de Rome a été signé en 1957, « c'est l'esprit de l'intérêt général qui a été affirmé pour la première fois », rappelle Guillaume Klossa. Pas de nostalgie donc mais volonté de réaffirmer les grands principes de l'Europe : solidarité, égalité, démocratie...
■ Samedi de 9 h à 18 h 30, au Grand Palais, 1 boulevard des Cités Unies, à Lille.
■ www.lilleeuropeenne.eu.



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

La Voix du Nord, 16/03

Jacques Delors : « La France a perdu de son influence »

Avant de participer samedi à Lille aux États généraux de l'Europe, en lever de rideau du cinquantenaire du Traité de Rome célébré le 25 mars à Berlin, l'ancien président de la commission européenne, Jacques Delors, était hier à Paris l'invité du Forum de la presse quotidienne régionale. Bien qu'il se défende de vouloir « se mêler » de la campagne présidentielle française, il n'en déplore pas moins le déficit d'Europe dans nos débats nationaux. Extraits choisis.

PROPOS RECUEILLIS PAR
HERVÉ FAVRE
delors@lavoxnord.fr
PHOTO MAXPPP

► Les États généraux de Lille - « Ce sont les nouvelles générations qui ont monté de A jusqu'à Z ces États généraux, représentés par trois organisations. Notre Europe, Europa Nova et le Mouvement européen. Elles ont invité non seulement des responsables politiques, mais aussi des représentants de la société civile, des syndicats, du patronat. Je suis plein d'optimisme surtout hier quand je vois les jeunes générations prendre le relais. »

► L'Europe dans la campagne française. - « Je n'ai pas l'intention de me mêler de la campagne mais je reste sur ma faim. Je suis déçu. Car je souhaite beaucoup mieux pour que la France retrouve son rang et son influence en Europe. Mais moi qui suis considéré comme un militant européen, je ne veux pas donner des candidats qui doivent réconcilier la France du oui et celle du non. »

► La relance de l'Europe. - « La vie politique a comme cadre national la Nation, et c'est dans ce cadre que le gouvernement, le parlement, les forces vives doivent discuter de l'Europe. Ce terme de Constitution que je n'aurais pas pris - j'aurais appelé cela un projet de traité - a donné l'impression aux Français que l'Europe s'occupait de tout, que s'il y avait du chômage, c'était de la faute de l'Europe. On a fait une immense erreur. Une grande partie des ennuis vient du fait que le débat n'est pas assez fort dans chaque pays, et notamment en France, car on ne peut pas dire que nos dirigeants aient beaucoup expliqué le grandeur historique et l'importance du dernier élargissement. »

► L'utopie fédéraliste. - « Ne nous faisons pas d'illusions. Il n'est pas possible de créer un espace politique au niveau européen comparable aux espaces nationaux. »



« Créer un espace politique au niveau européen comparable aux espaces nationaux, c'est utopique. »

► L'Europe fédéraliste. - « L'horizontaux, ça c'est utopique. (...) Il n'y a que les fédéralistes qui croient qu'on va faire une vie politique européenne comme aux États-Unis. Mais les pays ne sont pas d'accord avec cela. Ma conception est celle d'une "fédération des États nations". Je maintiens ce mot d'État nation parce que c'est là qu'est le cœur de la vie politique, les habitudes de nos citoyens, leur moyen de comprendre les réalités. »

► Un protocole social ajouté au traité? - « Cela peut être un élément dans la corbeille parmi d'autres. Il répondrait à des interrogations que l'on a vues non seulement en France, mais aussi en Belgique, en Espagne ou en Italie. J'ai lancé cette proposition

44 Je n'ai pas l'intention de me mêler de la campagne, mais je reste sur ma faim. Je suis déçu. »

non comme un élément de synthèse mais comme un élément à prendre en considération sur la table quand commenceront les discussions et que la situation se dégradera. Ce protocole pourrait prévoir un salaire minimum en fonction du revenu de chaque pays. Dans les vingt pays qui ont dit oui au traité, il y en a qui sont intéressés. »

► La Turquie et les frontières de l'Union. - « Je déprime ceux qui ont dit son dévouement à la Turquie. Ils font un mauvais geste, ils encouragent les idéologies de rejet de l'autre, les idéologies intégristes. (...) Moi j'ai dit oui à la négociation, pas plus. C'est le geste qui dit: "Protestants, chrétiens, nous croyons en une communauté ouverte, mais à condition que vous respectiez nos règles qui ne sont pas qu'économiques." »

► L'euro et la Banque centrale européenne. - « J'ai dit de la façon la plus nette qu'il n'était pas utile de changer les statuts de la Banque centrale. (...) L'euro nous protège, même de nos bêtises.

REPERES

Jacques Delors est né en Corrèze il y a quatre-vingt-deux ans. Mais c'est bien, avec l'attachement aux agriculteurs et à la PAC, le seul point commun qu'il peut se trouver avec le président sortant. Son jugement sur le bilan européen de Jacques Chirac est sans appel: « Il n'y a rien à en retenir... ». L'homme qui a présidé la Commission européenne de 1985 à 1995 est aujourd'hui le grand témoin d'une époque où la Commission qu'il dirigeait était respectée par les gouvernements, ou lui-même pouvait tenir tête à Margaret Thatcher, toute « Dame de fer » qu'elle était. Mais en ces temps d'auto-criticisme, on ne voit pas à l'horizon arriver, de France ou d'ailleurs, le nouveau Delors...

ses, mais ne nous stimule pas. L'euro est de plus en plus démodé mais nous n'avons pas la parole politique qui va avec. (...) En face de la Banque centrale il faut un conseil des ministres de l'euro qui pourrait parler aux Américains et aux Chinois, leur dire: "Si vous continuez comme cela, nous allons prendre des mesures". »

► La préférence communautaire. - « Nous avons des droits de douane, des protections non tarifaires liées aux normes et à la qualité des produits. Nous ne sommes pas "softers", comme dit M. Fabius. Mais les intérêts des pays sont différents. (...) Les Français doivent se rendre compte que la majorité politique en Europe n'est pas celle qu'ils croient. Elle est ultra-libérale. Peut-être redeviendra-t-elle un jour social-démocrate. Aujourd'hui, cela penche trop d'un côté. »

► Le bilan européen de Jacques Chirac. - « Malgré l'UE, la France a perdu de son rang et de son influence. C'est net et sans bavure. (...) Être européen, c'est bien entendu être raisonnable, bien défendre les intérêts de son pays. Mais il faut avoir ça en soi. Il faut y croire vraiment. »

► La non-candidature en 1995. - « C'est quelque chose que j'ai toujours dans la tête. Je me demande souvent si j'ai eu tort ou raison. On m'avait appelé parce qu'il n'y avait personne. J'avais une idée de ce qu'il fallait faire pour la France, mais elle était invendable aux socialistes... »

La Voix du Nord
16/03

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Couverture Nord Eclair, 16/03



Lille l'européenne

La dimension européenne de la ville ne s'arrête pas à 2004 et à son titre de capitale de la Culture. Lille abrite aussi des programmes de coopération qui financent des projets plus ou moins connus (réfection du canal de Roubaix...). Et sera le théâtre des premiers états généraux de l'Europe, demain. **► PAGES 2 ET 3**



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Article Nord Eclair, 16/03, p.2-3

EUROPE

Pas de doute, Lille est bien européenne

Capitale européenne de la culture ? Pas seulement. La ville de Lille abrite les secrétariats de programmes Interreg, qui visent à favoriser les coopérations entre les régions européennes.

MICHAËL MAGRE

Strasbourg n'est pas la seule ville de France à abriter des institutions européennes. Plus discrètement, les secrétariats des programmes Interreg sont installés dans la capitale de Lille, à deux pas de la Grand-Place. Ces programmes ont pour objectif de réaliser la cohésion socio-économique et sociale de l'Union européenne (UE). Ils se déclinent en trois volets : A (coopérations transfrontalières), B (coopérations transrégionales) et C (coopérations interrégionales). Ils constituent l'objectif 1 de l'UE par la période de programmation 2007-2013 et sont financés par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Depuis 2002, sont installés à Lille les secrétariats techniques d'Interreg II B Europe du Nord-Ouest et d'Interreg II C. Ce sont donc le second d'abord d'importance, en faisant se rencontrer des partenaires (collectivités, agences publiques comme les Voies européennes de France ou des Océans) qui auront intérêt à monter un projet européen. Parce qu'ils doivent faire face à des difficultés similaires ou parce qu'ils peuvent partager leurs expériences.



À Lille, 24 le secrétariats techniques ont en leur sein les programmes de coopération. Photo: Nord Eclair

secretariats ont les projets, en consacrant notamment les rapports d'activités pour y associer que l'argent est bien utilisé. Parmi les projets financés par ces programmes de coopération, certains sont connus, d'autres plus discrets. Au titre

de la coopération transrégionale d'abord, le Feder participe, avec le projet Elise Laine, au financement de la réfection du canal de Foschelle. Le projet Digiply concerne une réflexion sur les ports, dont celui de Lille. Avec Septentrion, le Feder in-

vestit 11,2 millions d'euros dans un réseau de villes frontalières, dont Lille, le Ghemy et Valenciennes. Le programme Interreg II C, qui occupe de coopération interrégionale, a financé un projet mené par la Ville de Valenciennes en partenariat avec plusieurs régions sœurs.

Actuellement, il s'agit à Lille le secrétariat Interreg II C qui travaille sur la Zone Océan. Pour le programme de coopération transrégionale, l'UE est en effet décomposé en quatre zones. Elles seraient bientôt six : dans plus d'un an à Lille, le secrétariat du programme Interreg II A pour la zone Nord - Pas-de-Calais/Val-de-Somme/ Picardie, lui sera, bientôt, adjoint à Lille. Fort de cette expérience, le conseil régional a déjà créé, à Lille, son instance de formation aux maîtres de la coopération européenne, toutes échelles du 17 février. Le projet devrait être présenté au cours du printemps. Le Région a financé la création de deux ateliers, Jacques Delors.

RAPPEL
Les premiers états généraux de l'Europe, ce samedi à Lille
Une journée de débats pour faire le tour des questions européennes. C'est le défi des premiers états généraux de l'Europe. L'objectif est de faire dialoguer les citoyens avec l'Union européenne, de leur expliquer les enjeux de l'Union européenne, de leur présenter les réalisations de l'Union européenne, de leur faire part des espoirs de l'Union européenne. Le thème de la journée est « L'Europe de demain ». Le thème de la soirée est « L'Europe de demain ». Le thème de la soirée est « L'Europe de demain ». Le thème de la soirée est « L'Europe de demain ».

PROGRAMME

- 19 h 20 Allocutions de Jean-Pierre Jouy et de Jean-Claude Juncker
19 h 30 Présentation des programmes de coopération
21 h 15 Allocutions de Jean-Claude Juncker et de Jean-Pierre Jouy
21 h 30 Allocutions de Jean-Claude Juncker et de Jean-Pierre Jouy
21 h 45 Allocutions de Jean-Claude Juncker et de Jean-Pierre Jouy
22 h 00 Allocutions de Jean-Claude Juncker et de Jean-Pierre Jouy

Advertisement for the magazine '1er États Généraux de l'Europe' on Saturday 17 March 2007. It features a red background with a runner illustration and lists various interviews and articles related to European cooperation and regional development.

L'Agence ferroviaire européenne partagée entre Lille et Valenciennes

Implémentée à Valenciennes et à Lille, l'Agence ferroviaire européenne a financé des projets de coopération transrégionale.

Le directeur de l'Agence, Marc Leclercq, a été nommé directeur de l'Agence ferroviaire européenne.

L'Agence travaille à Valenciennes, au cœur du pôle ferroviaire régional. Mais elle dispose aussi de bureaux de représentation à Lille.



Marc Leclercq, directeur de l'Agence ferroviaire européenne.

L'Agence travaille à Valenciennes, au cœur du pôle ferroviaire régional. Mais elle dispose aussi de bureaux de représentation à Lille. Le partage de l'Agence entre les deux villes pose-t-il problème ? C'est ce que nous avons demandé à Marc Leclercq. Marc Leclercq, directeur de l'Agence, a été nommé directeur de l'Agence ferroviaire européenne.

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Couverture Nord Eclair, 17/03

N° 65 - 63^e ANNÉE - SAMEDI 17 MARS 2007 **WEEK-END**

Aujourd'hui
www.nordeclair.fr 1 €

ÉDITION DE LILLE MÉTROPOLE

■ SPÉCIAL EUROPE

JACQUES DELORS, ENTRETIEN EXCLUSIF



Deux ans après l'échec du référendum sur la Constitution européenne se tiennent aujourd'hui à Lille les 1^{ers} états généraux de l'Europe. À l'occasion de ce débat, auquel participe l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors revient sur les raisons du « non » et évoque ses pistes pour l'Europe de demain. > PAGE 2

■ L'ÉDITORIAL par Jules Clauwaert

« Aimer l'Europe »

Quelques semaines avant un scrutin dont les Français, inquiets pour leur avenir et pour le sort des générations suivantes, attendent qu'il sorte leur pays d'une morosité pesante, il est au moins un invariant dans le discours des candidats : tous s'engagent à mettre en œuvre des « changements », censés répondre aux aspirations des électeurs. Mais ce qui décidément ne change pas dans le débat, c'est son caractère strictement hexagonal : comme si, devant l'épouvantail d'une mondialisation échevelée, notre destin n'était pas lié plus que jamais à celui de nos partenaires de l'Union européenne. Si besoin était, il suffirait de jeter un coup d'œil sur l'actualité pour s'en convaincre. L'inauguration du TGV Paris-Strasbourg est illustrée par des cartes où figurent naturellement les liaisons tous azimuts au sein d'un futur réseau ferroviaire européen. Dans le même temps, défilaient hier en France, en Allemagne, en Espagne, et en Grande-Bretagne, des cortèges de salariés du groupe Airbus, dont on connaît les succès enregistrés sur les carnets de commandes, mais aussi les déboires, dès lors que de sourdes rivalités franco-allemandes au sein de la direction ont grippé la machine. En sorte que les syndicats demandent des éclaircissements et une concertation sur des restructurations annoncées « sans licenciements secs » (...)

> LA SUITE EN PAGE 5

■ LA VIE LOCALE

Mobilisation anti-nucléaire, aujourd'hui à Lille

À une semaine de la signature du Traité Euratom, Virage énergie manifeste cet après-midi, dans le cadre d'une journée nationale d'action. > PAGE 13

■ RUGBY

France-Écosse : l'heure des comptes



Le XV de France s'attaque à deux enjeux, aujourd'hui (16 h 30) au Stade de France : la victoire finale dans le Tournoi des six nations et l'attribution des places dans le « groupe des 30 » pour la Coupe du monde. > PAGE 35

■ PRÉSIDENTIELLE

Onze ou douze candidats à l'Élysée > PAGE 43

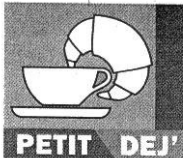


Etats Généraux de l'Europe Samedi 17 mars 2007 Revue de presse

Article Nord Eclair, 17/03, page 2

2

NORD ÉCLAIR - SAMEDI 17 MARS 2007



Deux ans après l'échec du référendum sur la Constitution européenne, ont lieu aujourd'hui à Lille les premiers États généraux de l'Europe. Une journée de réflexion ouverte à tous et qui se veut conviviale. Son objectif : trouver des pistes pour construire l'Europe de demain. À l'occasion de ce débat auquel il participe, Jacques Delors a accordé une interview exclusive à Nord éclair.

PROPOS RECUEILLIS PAR BÉRANGÈRE BARRET ET ERWAN GUÉHO > berangere.barret@nordclair.fr et erwan.gueho@nordclair.fr

Jacques Delors : « Je me bats pour la survie de l'Europe »

Avec le recul, comment analysez-vous l'échec de la Constitution européenne ? >>> Il faut commencer par battre sa coulpe. Il y a de la part des autorités françaises un manque d'explications, notamment sur la grandeur historique que représentait l'élargissement aux pays de l'Est sortant de la dictature et du communisme. Et puis, il y a trois autres raisons qui expliquent cet échec et qui demeurent, à mes yeux, la base d'une analyse de la société française : d'abord, l'angoisse devant la mondialisation ; ensuite, un mécontentement diffus, mais fort par rapport aux politiques suivies et au gouvernement ; troisièmement, un certain désenchantement démocratique qui se traduit par le fait que l'on ne croit plus dans la politique.

N'est-ce pas aussi parce que la Constitution européenne n'apportait pas les bonnes réponses aux bonnes questions ? >>> J'avais fait, à l'époque, des réserves qui ont d'ailleurs été utilisées par ceux qui faisaient campagne pour le non. Ces réserves portaient sur le déséquilibre au sein de l'Union économique et monétaire et sur le fait que je ne crois pas utile d'avoir un Président permanent du Conseil européen. Et j'ajoute un élément que je n'avais pas dit à l'époque : je n'aurais pas appelé cela une Constitution. Parce que, dans l'esprit des Français, une Constitution, c'est conforme à ce qui existe en France. L'appellation de Constitution européenne tendait à faire croire que tous les problèmes étaient de la compétence de l'Union européenne. Or, la plus grande partie de la politique économique, la politique de l'emploi, l'État-Providence et la répartition des revenus sont de la compétence des nations. Et, souvent, les partisans du non ont reproché à l'Europe ce qui était de la responsabilité de la France. Le terme de Constitution n'a fait qu'obscurcir ce débat.

Et vous l'auriez appelée comment ? >>> Tout simplement, projet de Traité.



« On a demandé une fois leur avis aux Français. Il faudra le leur redemander. » Photos Hubert Van Maële

« La construction européenne, c'est une réforme pour construire le monde de demain. Je voudrais que la France retrouve son rang et son influence en Europe. »

Ce texte n'était-il pas aussi un peu fourre-tout ? >>> Ce qui a compliqué la tâche, c'est qu'il y a, dans la troisième partie, la reproduction des traités précédents concernant les politiques à mener au niveau de l'UE. Mais il y a, dans cette même partie, des innovations intéressantes en ce qui concerne les questions de liberté, de sécurité, de justice et dans le domaine de l'énergie. Il aurait sans doute été préférable de mettre ces nouveautés dans la première partie. En ce qui concerne les politi-

ques communes, j'aurais dit qu'elles étaient ce qu'elles étaient et que si on voulait les changer, il ne fallait pas un traité mais, par exemple, une majorité de quatre cinquièmes des voix au Conseil des ministres européens. J'aurais donc fait la différence entre le cadre institutionnel avec la répartition des compétences qui doit figurer dans un traité et, d'autre part, les politiques communes que l'on peut changer à une majorité surqualifiée et qui n'ont pas à figurer au même titre.

Considérez-vous que le non français a écarté la France du concert européen, comme on a pu le voir lors de la conférence de Madrid ? >>> Oh, elle l'était déjà avant. Et ce, à cause des pratiques de nos autorités qui tapaient du poing sur la table, que c'était à prendre ou à laisser et adressaient des réflexions désagréables aux pays de l'Europe de l'Est et du Centre. Depuis une dizaine d'années, l'influence de la France diminue. Et, ce qui est évident, c'est que le non a renforcé cette tendance. Cela rendra plus difficile pour la France de retrouver son autorité au sein de l'Union européenne.

Et pourtant, est-ce que cet échec ne peut pas être une chance histo-

rique de repartir sur des bases correspondant plus aux attentes des peuples ? >>> Je ne partage pas votre analyse selon laquelle la construction européenne se serait faite sans la préoccupation des peuples. Après cent ans de guerre civile européenne, nous avons su constituer un espace de paix et de compréhension mutuelle. Deuxièmement, au lieu de montrer nos muscles dans des discussions sans fin, nous sommes, en ce qui concerne les compétences de l'Union, désormais sous la règle du droit. Les ultramondialistes aimeraient bien d'ailleurs – et moi aussi – que ces règles du droit puissent aussi s'appliquer à la mondialisation. La construction européenne, c'est une réforme pour construire le monde de demain. Et enfin, tous les historiens vous diront que la construction européenne a stimulé la France pour se moderniser et accroître considérablement son niveau de vie.

Mais est-ce que tout cela a été bien expliqué aux Français ? >>> Hélas, non. Les Français doivent comprendre que l'Union européenne est un ensemble de nations souveraines qui ont accepté de partager une partie de leur souveraineté. Par conséquent, l'explication centrale doit être faite dans le cadre politique naturel qui est le cadre national avec l'intervention du Parlement, des partenaires sociaux et de la société civile... Si on n'anime pas ce débat à l'intérieur du pays, si on laisse entendre, comme trop souvent en France, que c'est la faute de « Bruxelles » quand les choses ne vont pas, il n'y a pas moyen de s'en sortir. Il ne peut pas exister, au niveau européen, un espace politique comme celui qui existe au niveau national. Certes, des progrès ont été faits, notamment par le Parlement européen qui a su bien utiliser ses nouveaux pouvoirs de co-législateur comme on a pu s'en rendre compte lors du vote de la loi européenne sur les services. Mais, je le redis, l'espace naturel pour débattre de ces questions, c'est l'espace national. ●

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe Samedi 17 mars 2007 Revue de presse

Article Nord Eclair, 17/03, page 3

NORD ÉCLAIR - SAMEDI 17 MARS 2007

Ces États généraux à Lille ? « Un bonheur »

Le Traité de Rome : à l'époque, comment l'aviez-vous vécu ? Et pensiez-vous qu'il aurait l'importance et l'impact qu'il a eu ? >>> En 1957, j'étais déjà militant européen. J'avais exprimé à l'époque une seule inquiétude au sein de mon syndicat, la CFTEC : c'était que la France ne supporte pas le choc de la suppression des frontières. Et là, j'ai été un peu pessimiste. Parce que la France a largement profité du Traité de Rome. Mais c'est surtout dans les années 1970, après le choc pétro-

lier et avec le flottement du dollar, que j'ai eu le sentiment de l'urgence et donc de la nécessité d'un plus fort engagement européen. J'ai alors vu les économies européennes touchées, désemparées. Des pays divisés entre eux. Et j'ai dit à l'époque : « Pour l'Europe, ce sera la survie ou le déclin. » Cela reste vrai aujourd'hui. Je me bats pour la survie de l'Europe.

Vous êtes aujourd'hui aux États généraux de l'Europe, qui se tiennent à Lille, avec d'autres personnalités

très engagées sur les questions européennes. Que cela représente-t-il pour vous ? >>> Ces États généraux, c'est un bonheur. Parce que ce sont les jeunes générations à travers trois associations – Europanova, Notre Europe et le Mouvement européen – qui ont pris le témoin et qui veulent poser les problèmes pour leur génération. Je serai là pour participer au débat, mais surtout pour célébrer, à un moment difficile, l'engagement de ces jeunes militants en faveur de la construction européenne. ●

« Je n'ai pas de remède miracle. Ceux qui disent en avoir un vous abusent »

Sur quelles bases revoir la Constitution européenne ? Que mettre dans ce nouveau texte ? Et comment réorienter l'Europe de façon plus sociale ? Voici les pistes de Jacques Delors.

Concrètement, que faudrait-il mettre dans un nouveau projet de Traité européen pour pouvoir trouver un compromis entre 27 États-membres ? >>> Tout d'abord, il ne faut pas sous-estimer la difficulté qu'ont eue les pays européens au sein de la Convention présidée par M. Giscard d'Estaing pour trouver des accords. Si on se met à tout détruire, je ne sais pas où l'on s'en va. Une partie du texte actuel devra être prise en considération.

Et jusqu'à quel point ? >>> C'est la négociation qui le dira. Je n'ai pas de remède miracle. Et ceux qui vous disent qu'ils en ont un vous abusent.

Les volets économiques et sociaux de la Constitution européenne avaient été jugés insuffisamment protecteurs contre les effets de la mondialisation et les délocalisations au sein même de l'Europe. Doivent-ils figurer dans un nouveau texte ? Et si non, comment répondre à ces angoisses légitimes ? >>> L'Europe nous pro-

tège plus qu'on ne le dit. Prenez l'exemple de l'euro qui nous protège même de nos bêtises puisque nous n'avons plus à subir, sur le marché des changes, les conséquences de nos erreurs (la dette par exemple). Mais l'euro ne dynamise pas – et ce pour la raison que j'ai toujours indiquée et pour laquelle je me bats depuis déjà dix ans maintenant –, c'est qu'en face de la Banque centrale indépendante, il faut un pouvoir économique représenté par le Conseil des ministres de l'économie et des Finances qui doivent coordonner leurs politiques économiques nationales. C'est à cette condition que l'Europe deviendra encore plus un facteur de progrès économique et social. Et c'est à cette condition que la Zone euro pourra parler au niveau international pour dénoncer la baisse du dollar et la faiblesse excessive des monnaies japonaise et chinoise, qui sont des éléments très perturbants. Mais pour cela, il faut exister. Un réajustement de l'Union économique et monétaire est donc vital.

Et sur le plan social ? >>> Un protocole social sera indispensable dans le paquet final de compromis. Certes, il faut tenir compte des différences entre nations

car le rapport des niveaux de vie dans l'Europe à 27 varie entre 40 et 100. Je vous donne trois exemples de ce qui devrait, à mes yeux, y figurer : l'harmonisation de la fiscalité des entreprises au sein de l'Union économique et monétaire. Autrement dit non au dumping fiscal. Deuxièmement : la fixation d'un salaire minimum dans toute l'Europe, proportionnel bien entendu à la richesse de chaque pays. Troisièmement : le triplement des crédits consacrés au projet Erasmus que j'ai fait adopter par le Conseil européen, il y a vingt ans, afin que les étudiants les moins aisés puissent aussi participer à ces échanges et que l'on multiplie le nombre de ceux qui pourront en bénéficier. Il y en a eu 1,3 million depuis que mon projet a été accepté. Nous devons multiplier ces échanges. ●

Donc, si l'on résume, que comporterait ce nouveau texte ? >>> La charte des droits fondamentaux est indispensable. L'Union doit se doter d'un mécanisme institutionnel de décision plus transparent et plus simple. Des sauts qualitatifs dans les domaines de la sécurité, de l'énergie et, bien entendu, dans la dimension sociale. ●

La question européenne dans la campagne électorale : « Je suis déçu »

Depuis 2005, que s'est-il passé au niveau de la réflexion pour relancer la construction européenne ? >>> Rien n'a bougé sur la recherche d'un compromis dynamique entre les vingt pays qui soutiennent le projet de Traité, les deux qui ont dit non (la France et les Pays-Bas) et les cinq qui observent avec un air plutôt eurosceptique. Il est donc inutile en ce moment de faire des propositions. Elles ne sont pas entendues. Chacun

campe sur sa ligne Maginot. Ce qui a fait jusqu'à ce jour avancer l'Europe, c'est l'art du compromis. Et pour trouver un compromis, il faudra faire bouger les lignes actuelles.

Si les 27 États-membres trouvaient un accord sur un nouveau texte, il serait ratifié par voie parlementaire ou faudrait-il le soumettre à un autre référendum ? >>> On a demandé une fois leur avis aux Français. Il

faudra le leur redemander. Ce sera une preuve de démocratisation et, pour tous les responsables, le devoir d'écouter et d'expliquer.

Estimez-vous que la question européenne tient la place qu'elle mérite dans la campagne présidentielle ? >>> Non, sans commentaire. En fait, je suis vraiment déçu parce que je voudrais que la France retrouve son rang et son influence en Europe. Voilà, c'est tout. ●

PETIT DÉJ'

3



« Il faut le triplement des crédits consacrés au projet Erasmus, projet que j'ai fait adopter par le Conseil européen, il y a 20 ans, afin que les étudiants les moins aisés puissent aussi participer à ces échanges. »



UN NUMERO SPÉCIAL EUROPE

À l'occasion des premiers États généraux de l'Europe qui se déroulent aujourd'hui à Lille, « Nord éclair » vous propose ce numéro spécial :

Entretiens croisés

L'une était pour le oui, l'autre pour le non : la sénatrice du Nord Valérie Létard et la députée européenne et conseillère régionale du Nord - Pas-de-Calais Marie-Noëlle Lienemann.

> PAGE 4

Aimer l'Europe

La suite de l'éditorial de Jules Clauwaert.

> PAGE 5

Les 50 ans du Traité de Rome

Les clés de l'actualité.

> PAGES 50 ET 51

La page Europe

Quand les Belges passent à table.

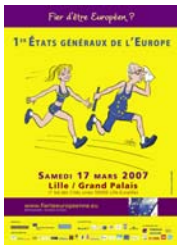
> PAGE 49

L'Edhec à l'heure européenne

Erasmus, les étudiants, les formations à l'international.

> EN DERNIÈRE

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Article La Voix du Nord, 17/03, p.15

ZOOM

● **Une journée pour faire le point à Lille.** – Un demi-siècle après la signature du Traité de Rome, les premiers états généraux de l'Europe se déroulent ce samedi de 9 h à 18 h 30, à Lille Grand Palais.

Des interventions en séance plénière et des ateliers débats permettront de faire le point sur les acquis et les difficultés de la construction européenne.

Organisés sur le thème de la fierté européenne, ces états généraux ont été lancés à l'initiative de l'ONG Europa Nova à laquelle se sont joints les associations Notre Europe et le Mouvement européen.

Ces rencontres, ouvertes à tous gratuitement, ont pour objectif ambitieux de préparer la prochaine étape de la construction européenne.

À Lille ce samedi, élus politiques, responsables syndicaux, militants associatifs se retrouveront donc pour une journée d'échanges et de dialogues sur de multiples thèmes avec pour fil conducteur la relance de la construction européenne.

Martine Aubry prononcera l'allocution d'ouverture à 9 h 20.

La séance plénière de la matinée, de 9 h 30 à 11 h, sera consacrée au thème « solidarités et fiertés européennes ».

De multiples ateliers débats se dérouleront ensuite. Parmi les sujets abordés : l'égalité des droits, le marché et la libre circulation, le dialogue social, la politique de cohésion, la diversité culturelle...

De 17 h 15 à 18 h 30, la plénière de clôture tirera les conclusions à transmettre aux candidats à l'élection présidentielle.

Parmi les intervenants français de cette journée figurent Jacques Delors, Jacques Barrot, Michel Delebarre, Jean-Marie Cavada, Alain Lamassoure...

Article La Voix du Nord, 17/03, p.15

RENCONTRE

L'Europe et ses États généraux vus depuis le lycée Montebello

■ À VOTRE AVIS

► **Combien de pays font partie de l'UE ?**

Hinde, Paul, Amina, Metin et leurs camarades de la 1^{re} S3 du lycée Montebello participent, aujourd'hui, aux États généraux de l'Europe. Eux aussi on attendent des réponses concrètes.

PAR EMMANUEL CRAPET
lille@lavoxdunord.fr

Ce matin, il y avait normalement au programme deux heures de SVT (sciences et vie de la terre, les ex-sciences naturelles), une heure d'histoire et une autre de français. L'emploi du temps pour cette classe de 1^{re} S3 a été complètement remodelé pour permettre aux lycéens de participer aux premiers États généraux de l'Europe. « Je trouvais intéressant de montrer à des élèves d'un lycée européen à quoi ressemble un colloque sur le thème de l'Europe, explique M. Michaud, leur professeur. C'est aussi pour eux, au travers d'ateliers, l'occasion de discuter avec des personnalités qui ont eu des responsabilités européennes. »

« Les États-Unis européens »

Pour le moment, l'heure est aux interrogations dans les rangs des lycéens. Ici, du premier au dernier de la classe, on sait que l'Union européenne englobe vingt-sept pays ; on apprend trois langues vivantes (certains cours sont donnés en anglais, en allemand ou en espagnol), histoire d'exporter plus tard ses talents dans l'espace Schengen ou en dehors ; on comprend pourquoi l'union fait la force (« Nous sommes les États-Unis européens », ironise Paul) ; on vante aussi les mérites de la monnaie unique... Mais personne dans la classe n'est en mesure d'expliquer le pourquoi de ces États généraux. « On ne sait pas du tout à quoi ça sert », avoue une lycéenne. Ça ne l'empêchera pas de participer à l'un des cinq ateliers de ce matin. Il y a la question de l'accélérateur européen au niveau de l'égalité des droits ou de la démocratie à réinventer, la libre circulation, la liberté d'entreprendre combinée au devoir d'innover et d'enviromnement. C'est la dernière thématique qui a séduit le plus de lycéens de Montebello.

Lille 2004...

Et Lille dans tout ça ? Quelle place dans l'Europe ces lycéens accordent-ils à la capitale des Flandres ? « Par sa position géographique, elle a sa place dans la mégapole », assure l'un d'eux. « Quand un Anglais veut aller en Europe, il est quasiment obligé de passer par Lille », renchérit un autre. « C'est une ville qui a aussi gagné des galons européens grâce à la culture, poursuit sa voisine de table. Il y a eu Lille 2004 et puis Lille 3000. » Une autre voix s'élève pour affirmer : « La métro-

Émile, 73 ans, n'a aucun doute. Pour lui, « l'Europe est un pays ! » Même si le Lommois ne connaît pas le nombre exact des pays qui composent l'Union européenne, il en livre au moins les grands contours. « De la Grèce à l'Angleterre et de l'Ukraine au Portugal. » Émile est par ailleurs très favorable au développement de cet immense espace économique et politique dans les prochaines années. « Nous devons la construire et la protéger également. »

Priscilla, 25 ans, vient de l'Oise. Elle est étudiante en science de l'éducation, à Lille. Et visiblement, Priscilla a du mal à suivre la politique aussi bien au niveau français qu'au niveau européen. « Je ne sais pas... Une dizaine ? Plus ? Vingt... ? Plus ? Ça ne m'intéresse pas trop. En fait, suivre la politique française n'est déjà pas évident, alors la politique européenne... Je trouve que c'est toujours les mêmes questions, les mêmes problèmes. »

Sébastien, 25 ans, n'est pas très loin de la bonne réponse. « Vingt-cinq. Non ? Il y en a plus ? » Le Lillois ne se sent pas touché par l'Europe. « A vrai dire, j'ai du mal à comprendre à quoi servent exactement les institutions européennes. Il faudrait communiquer un peu plus sur les missions de chaque institution, que ce soit vulgarisé. Ce n'est pas très clair. Et puis, je trouve que quand on entend parler de l'Europe, ce n'est pas en termes positifs. »

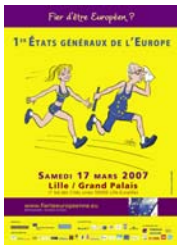
REPÈRE

L'Union européenne compte vingt-sept États membres

Lors de sa fondation, en 1957, elle se composait de six pays : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal.

1981, l'Espagne et le Portugal en 1986, et l'Autriche, la Finlande et la Suède en 1995. L'élargissement du 1^{er} mai 2004 a vu l'entrée de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque,





Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Article La Voix du Nord, 17/03, p. 38

38 FRANCE | MONDE

UNION EUROPÉENNE

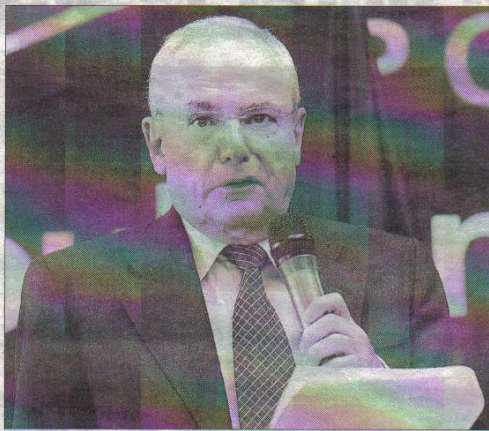
Jacques Barrot contre un nouveau référendum

Vice-président de la commission européenne, chargé des Transports, Jacques Barrot participe aujourd'hui aux états généraux de l'Europe à Lille. Il publie chez Albin Michel « L'Europe n'est pas ce que vous croyez ».

**PROPOS RECUEILLIS
PAR HERVÉ FAVRE
PHOTO ARCHIVES GUY DROLLET**

– Qu'attendez-vous de ces états généraux de l'Europe ?

« En pleine campagne présidentielle, cette réunion sur l'avenir de l'Union est indispensable parce que l'Europe, au début absente de la campagne, est maintenant victime de caricatures et d'accusations non fondées. L'heure est venue pour les candidats de se mettre dans la peau du futur président qui aura à prési-



Jacques Barrot estime qu'il manque en France un manuel scolaire sur l'histoire de l'Union européenne.

« Le vote s'est fait sur une très mauvaise information sur les avantages du grand marché. »

der l'UE au deuxième semestre 2008. »

– Les candidats ont plutôt tendance à fuir la question...

« Ils la fuient et lorsqu'ils évoquent l'Europe, c'est dans le meilleur des cas comme un bouchier contre la mondialisation, et le plus souvent comme un bouc émissaire. On ne présente pas assez l'Europe comme un accélérateur de chances. »

– Vous avez intitulé votre ouvrage « L'Europe n'est pas ce que vous croyez ». Pour vous, le « non » est le résultat d'un malentendu ?

« Le vote s'est fait sur une très

maritime, que la concurrence dans le transport aérien avait permis le développement des compagnies « low cost ». Le « coup de boule à la Zidane » du 29 mai 2005 a donné à nos partenaires le sentiment que la France voulait s'absenter de l'Europe. Il faut maintenant assurer son retour. »

– Le couple franco-allemand peut-il repartir ?

« Avec les présidences allemandes et française en 2007 et 2008, nous sommes entrés dans deux années cruciales. Pour résoudre le problème institutionnel, mieux vaudrait que Paris et Berlin se mettent rapidement d'accord sur un traité fonctionnel reprenant la partie purement institutionnelle du traité. »

– Ce traité devrait être selon vous ratifié par le Parlement et non par référendum ?

« Oui, dans la mesure où il s'agit d'un traité portant uniquement sur les améliorations fonctionnelles dont l'Europe a besoin. Le Parlement est tout à fait habilité à juger de ce qui est purement institutionnel. Cela n'ex-

pose un risque majeur pour la France qui pourrait se retrouver très isolée si un deuxième « non » survient. »

– Pensez-vous que les noms de Jean Monnet et Robert Schuman évoquent encore quelque chose aux jeunes Français ?

« Non, parce qu'il manque en France un manuel scolaire sur l'histoire de l'Union qui fait pourtant partie de l'histoire de France. Il faut que les candidats s'engagent sur ce point. Pour éveiller chez les jeunes la flamme européenne, il faut qu'ils comprennent que l'Europe est la seule chance d'affronter la mondialisation avec une base solide. »

– Ne faut-il pas aussi encourager la mobilité vers les autres pays de l'Union ?

« Je tiens beaucoup au programme Erasmus. Jacques Delors a demandé de multiplier par trois ses financements, ce qui permettrait à beaucoup plus de jeunes d'effectuer des stages en Europe. Et d'autre part, j'appelle de mes vœux un vrai marché du travail



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Article Nord Eclair, 18/03, p.36

FRANCE & MONDE

www.nordclair.fr

ETATS GÉNÉRAUX

Les citoyens d'Europe cultivent leur fierté à Lille

Les Etats généraux de l'Europe qui se sont tenus hier à Lille ont rassemblé près de 2 000 participants autour d'un objectif commun, porté par l'actrice Sarah Blassini, ministre de l'événement: «recouvrer la fierté et l'inclure d'être ensemble».

NOTES DES CORRESPONDANTS



Jacques Barrot et Martin Aulevicius l'actrice Sarah Blassini.

«Je suis venue à Lille pour la manifestation anti-EPR, j'en ai profité pour venir écouter les débats sur l'Europe. J'ai senti que certains nous parlent d'Europe sociale. Je regrette simplement que ce n'existe pas aujourd'hui.»

NOTES GÉNÉRAL



«Je suis venue à Lille pour la manifestation anti-EPR, j'en ai profité pour venir écouter les débats sur l'Europe. J'ai senti que certains nous parlent d'Europe sociale. Je regrette simplement que ce n'existe pas aujourd'hui.»

GABRIELLE BARROT

«Nous sommes toutes les deux membres PS, et nous nous sommes rencontrées lors de nos mandats pour le...»

MARIE COLLET

«Le sort de l'Europe, c'est d'abord un enjeu de justice sociale. Notre credo, c'est le respect de tous...»



«C'est sur les images de...»



1. Jean-Benoît Lévesque, président du conseil d'administration de l'Institut... 2. Sarah Blassini, ministre de l'événement... 3. Le barrot est le directeur technique du service de l'Europe à Lille... 4. Plus de 2 000 personnes ont participé à ces premiers Etats généraux de l'Europe. En arrière-plan, des jeunes.

Nord éclair
42, rue de la République
59 000 LILLE
Tel : 03 20 37 52 50
Fax : 03 20 37 52 58
E-mail : nordclair@nordclair.fr

CRÔLE DE MONDE

Un ballon de crêpes... 25 millions de... 200 places, qui... 1000 personnes...

LUNDI

Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel doit produire la liste officielle des candidats à la présidentielle...

ECLAIRAGE

Au fil des débats, ils ont dit...

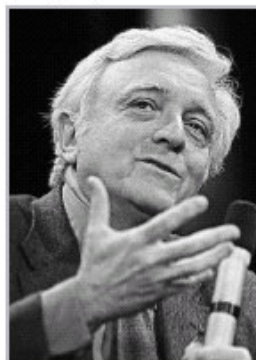
- Jacques Barrot: «L'Europe n'a pas pu aller à sa pleine capacité...»
Marie Collet: «On a une image déformée de l'Europe...»
Martin Aulevicius: «On a une mondialisation qui a permis à l'Europe...»
Jean-Benoît Lévesque: «L'Europe n'est pas un simple marché...»

Jacques Barrot: « Ah, si l'Europe n'existait pas... »

Jacques Barrot a participé hier aux Etats généraux de l'Europe. Dans une intervention, le commissaire européen a dit que l'Europe, pour tout dire, les prochains jours de son mandat.



Jacques Barrot, commissaire européen aux Transports.



Le candidat...





Etats Généraux de l'Europe
 Samedi 17 mars 2007
 Revue de presse

Article Voix du Nord, 18/03

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE

Des petits « DEJ » et des « Popotes » pour les étudiants de l'Institut d'études politiques



Une partie de l'association Visions d'Europe, qui a pris une part active dans l'organisation des États généraux de l'Europe, qui ont eu lieu, hier, à Lille Grand Palais.

Plus d'un millier de personnes ont participé, hier, aux premiers États généraux de l'Europe. Parmi les organisateurs de ce colloque, des étudiants de l'IEP (Institut d'études politiques) de Lille.

Visions d'Europe est une association qui a démarré au début du mois d'avril 2005, juste avant le référendum sur le traité de la Constitution européenne, et qui rassemble des jeunes qui ont décidé de ne pas tourner le dos aux questions qui ont trait à l'Europe. Une fois par mois, ces étudiants de l'Institut d'études politiques de Lille organisent un Déjeuner Europe du Jeudi (les « DEJ ») dans

le langage étudiantin) afin d'ouvrir le débat. L'un de leur récent invité était Michel Delebarre.

Ces jeunes ne manquent pas d'idées pour défendre la cause européenne. En plus des « DEJ », ils ont mis sur pied les « Pots des potes de l'Europe » (plus connus sous le nom de « Popotes »). Des échanges, façon brèves européennes de comptoir, qui ont trouvé pour cadre un bar irlandais du centre-ville. À chaque fois, un étudiant, concerné par le programme Erasmus, prend la parole pour présenter son pays : le dernier échange a porté sur la Turquie, le prochain s'intéressera à la question de la Pologne. Et puis, l'association est aussi à l'initiative de conférences (elles

ont lieu dans un des amphithéâtres de l'IEP lillois), auxquelles participent aussi bien des hommes politiques que ceux qui ont contribué à la mise en place de l'Union européenne (dans ce cadre, les étudiants ont récemment rencontré Jean-Marie Cavada). « L'Europe de demain doit être pensée par les jeunes d'aujourd'hui », assure l'un des membres de Visions d'Europe. Hier, lui et tout le reste de l'association étaient à pied d'œuvre pour marquer ces États généraux du sceau du succès.

« Nous nous sommes occupés de la rédaction de comptes rendus, nous sommes allés chercher des intervenants à la gare... Nous avons apporté notre part à l'organisation », témoigne Xavier, un étudiant convaincu par l'Europe. ■

Montebello dans la place

Des élèves de première du lycée européen Montebello participaient à ces États généraux. État des lieux.

« L'Europe, nous avons grandi avec », témoigne Antoine, lycéen, en classe de première à Montebello, qui participait, hier, avec ses camarades, à ces premiers États généraux de l'Europe (lire également notre édition d'hier). « À notre niveau, on se sent plus européens que français : on nous a inculqué dès le départ le principe européen. »

Face à Jacques Delors ou au ministre de l'Économie italienne, les élèves de M. Michaud ont, à cha-

que fois, trouvé chaussure à leur pied au Grand Palais. « Pour nous, c'est la France qui est source de problèmes. L'Europe, c'est notre avenir », concède, sûr de lui, Sidi, un autre lycéen, aussi à l'aise dans cette journée européenne quand dans une salle de classe.

Les lycéens ont retenu certaines leçons. « Dans son discours inaugural, Jacques Delors a longuement parlé du programme Erasmus et de la possibilité de débloquent des fonds supplémentaires pour les étudiants. » Les Lycéens de Montebello, qui ont déjà fait le choix d'une filière européenne, ont été sensibles à tout ce qui s'est dit, hier, dans les couloirs du Grand Palais. ■

LE MEUBLE STYLE ARTISANAL
100 % MASSIF, TOUJOURS MOINS CHER...

GRANDE VENTE UNIQUE
STOCKS D'USINES EN ENTREPÔT ! Jusqu'au 25 mars

"au gai logis" (sans vitrine) - Près Place République
67, rue Léon-Gambetta - Lille

POURQUOI PAYER PLUS CHER AILLEURS ?

100 % massif

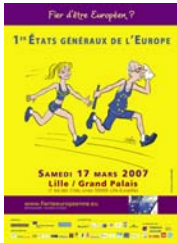
NOUVELLE COLLECTION... MERISIER FRANCE MASSIF

GRAND CHOIX SALONS CLUB CUIR

CE DIMANCHE 18 10 h à 12 h et 15 h à 18 h

DU MARDI AU SAMEDI 10 h à 12 h et 14 h à 19 h

FERMÉ LE LUNDI



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Article Voix du Nord, 18/03

À Lille, hier, une journée pour exprimer leur fierté d'être européens

Revenir à l'idéal fondateur... Voilà la philosophie des premiers états généraux de l'Europe, première manifestation d'une semaine de célébrations du cinquantième anniversaire du Traité de Rome. C'était hier à Lille, au cœur d'une région dont près de 65 % des voix ont dit « non » au projet de Constitution en 2005.

PAR CHRISTOPHE CARON
region@lavoixdunord.fr
PHOTOS PIERRE LE MASSON

L'amphithéâtre de Lille Grand Palais n'était pas plein, mais un joli millier de personnes ont quand même répondu à l'appel de ces premiers états généraux parsemés de tables rondes, dans une

capitale des Flandres qui fut européenne avant d'être française, comme l'a rappelé sa maire Martine Aubry (« bourguignonne, habsbourgeoise, rattachée aux Pays-Bas espagnols »). Sauf que le temps des haines a laissé place à la paix.

Et c'est là-dessus qu'ont insisté les différents intervenants. « D'un territoire marqué par la guerre et le nationalisme, on a fait un espace de paix, de liberté et de démocratie », a fait savoir par message interposé Catherine Colonna, ministre déléguée aux Affaires européennes, absente hier. Jacques Barrot, commissaire européen, était pour sa part présent. Tout comme d'autres invités, personnalités politiques de France et d'ailleurs, organisations syndicales ou associatives (une quarantaine), et bien sûr Jacques Delors, ancien président

de la Commission européenne, chaudement applaudi, dénonçant les ricanelements s'élevant à l'évocation de la peur de la guerre. « La peur de l'autre, elle se manifeste bel et bien. Pensez à ce qui se passe dans les Balkans. L'Europe a toujours décidé de s'ouvrir et non de se refermer. »

« Affaibli »

La paix... Le plus gros succès de l'Europe, donc. Mais pour le reste ? « Le processus de décision s'est affaibli. Les méthodes de travail sont détestables. Plus on est nombreux, plus il faut des méthodes valables. » Et le fatal référendum de 2005 est passé par là. « Nous avons rencontré beaucoup de scepticisme sur la nécessité de parler d'Europe, reconnaît Guillaume Klossa, de l'ONG Europa Nova, organisatrice de l'événement avec deux autres associa-

tions, le Mouvement européen France, et Notre Europe. Est-ce qu'il fallait se lancer sur les braises du référendum ? Au final, il y a eu un engouement. » Avec un thème devenu presque tabou : la fierté d'être européen, parce qu'il était « impensable de ne pas organiser dignement ce cinquantième anniversaire ». Célébration qui s'achèvera dimanche prochain à Berlin. Sur quelles perspectives ? « Il faut


« Nous avons rencontré beaucoup de scepticisme sur la nécessité de parler d'Europe. »

arrêter de penser que la politique, c'est donner une réponse à des demandes individuelles, affirme Martine Aubry. L'Europe, c'est changer la société, en s'appuyant sur des valeurs. On n'achète pas la politique comme on achète des biens matériels. Jamais le monde n'a eu autant besoin du renouveau de l'Europe. »


Des valeurs, donc, portées par une « nouvelle génération » dont Jacques Delors est fier qu'elle « reprenne le flambeau » (beaucoup de jeunes dans la salle, hier). C'est ce qu'il a avoué dans le sillage du magnifique sourire de Sarah Biasini, fille de Romy Schneider, marraine de ces états généraux, avocate de « l'intérêt de vivre ensemble », et pur produit de l'Europe, avec un père français, une mère autrichienne, et des origines italiennes. ☺

► Voir également nos éditions de vendredi et samedi.


À VOTRE AVIS




« Évoquer davantage le social »



« Positions bien tranchées »



« Il y a toujours ce double jeu »



« Ils ont peur de s'engager »

L'Europe : présente dans le débat présidentiel ?

REPÈRES

Aubry Hanriou, 19 ans : « Les candidats ne parlent pas suffisamment de l'Europe. Ils sont plusieurs à penser qu'on peut résoudre les problèmes uniquement en parlant de la France. Alors que la plupart des lois du Parlement français sont issues de directives européennes. Il faudrait évoquer davantage le volet social, qui touche les citoyens. Si on veut une loi sur l'égalité des droits, on sera plus efficace si ça part de l'Europe. »

Henri Monceau, 40 ans : « J'habite Bruxelles, mais je suis beaucoup le débat présidentiel en France. On voit bien que tout le monde marche sur des œufs. Mais on trouve quand même des positions bien tranchées sur la manière de faire redémarrer l'Europe. Le mini-traité de Nicolas Sarkozy. Un grand débat pour Ségolène Royal ou François Bayrou. J'ai néanmoins l'impression que ça ne fait pas grand bruit. »

Vanessa Witkowski, 29 ans : « Je suis déçue par le débat présidentiel, vis-à-vis de l'Europe. Sarkozy, Bayrou ou Royal sont venus parler d'Europe à Bruxelles. Devant un public averti, ils décrivent un état d'urgence pour l'Europe. Mais dans les discours en France, l'Europe est soumise à condition, sur le chômage par exemple. Le message est : "D'abord des résultats et ensuite on adhère." Il y a toujours ce double jeu. »

Élio Levai, 23 ans : « L'Europe est absente du débat. Dommage, car au vu de ce qui s'est passé en 2005, on aurait pu s'attendre à ce que les candidats s'impliquent davantage. Ils ont peur de s'engager sur ce terrain. Il n'y a pas un travail suffisamment explicatif sur le rôle de l'Europe, quelle est son action, ce qu'elle a fait depuis cinquante ans. On entend davantage de choses sur le patrimoine des candidats et sur les sondages. »

Le traité de Rome est le traité fondateur de la Communauté économique européenne (CEE). Il est signé le 25 mars 1957, établissant un marché commun entre la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Luxembourg et l'Italie. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 1958. Ce traité intervient après l'échec de la CED (Communauté européenne de défense), mais dans la foulée de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), créée en 1951, première union économique entre les six pays fondateurs. L'Europe compte aujourd'hui 27 membres.

la Voix du Nord 18/03

Lille Plus, 19/03, p.3
Europe Les débats se construisent à Lille

Les participants aux premiers « États généraux de l'Europe », samedi à Lille, ont appelé, comme l'ancien président de la commission européenne Jacques Delors, à un débat sur « les finalités de l'Europe » pour relancer la construction européenne. « Cette Europe existe non pas dans la définition de ses frontières, mais dans les valeurs qu'elle porte » a déclaré Jacques Delors, devant un millier de participants.

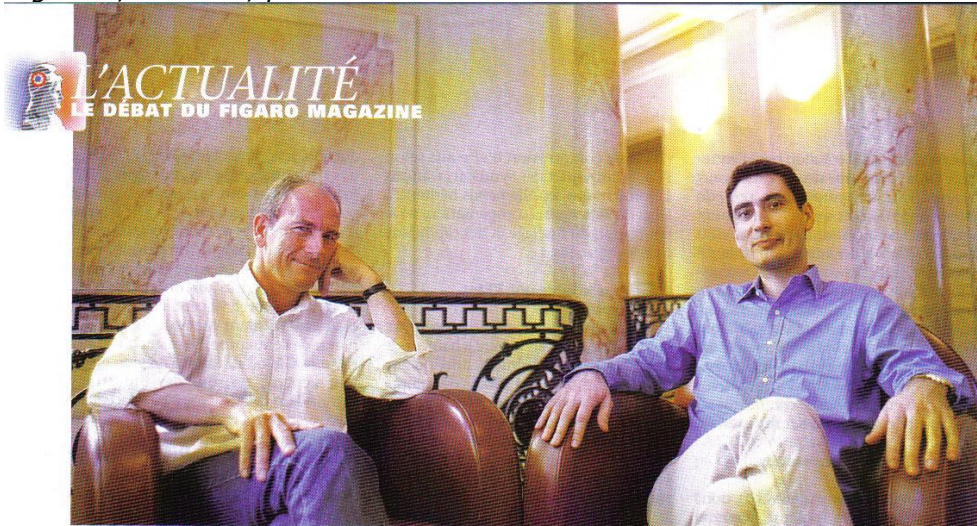
Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Presse nationale

Le Figaro magazine, 10 mars, p.22



Etienne Chouard (à gauche) et Guillaume Klossa s'opposent sur le rôle des citoyens dans la Constitution européenne.

FACE-À-FACE LA FRANCE CONFRONTÉE À L'ENJEU EUROPÉEN

Etienne Chouard, professeur d'économie, a mobilisé le camp du « non » à la Constitution européenne en attirant des centaines de milliers de visiteurs sur son site internet. Guillaume Klossa préside l'organisation non gouvernementale EuropaNova.

**PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE DORÉ
ET MARC DURIN-VALOIS**

Le Figaro Magazine – Le débat sur l'Europe est-il suffisamment au cœur de la présidentielle ?

Guillaume Klossa – Pour la première fois, les grands candidats parlent d'Europe. Mais ils ne répondent pas aux deux questions clés : quelle est leur ambition pour l'Europe à 27 ? Et quelle méthode pour y parvenir ? Face à la crise que traverse l'Union depuis le refus de sa Constitution, ils proposent tous un traité plus simple. C'est un peu court.

Etienne Chouard – Ce qui me scandalise, c'est que les trois candidats majeurs de cette élection soient favorables à un traité auxquels les Français ont manifesté leur opposition. Et l'on ne parle pas dans cette présidentielle de l'essentiel : le rôle que les citoyens doivent jouer dans la construction européenne.

Qu'est-ce qui ne fonctionne pas aujourd'hui entre la France et l'Europe ?

E. C. – Dans nos démocraties représentatives, l'élection donne une puissance écrasante aux partis politiques plutôt qu'aux élus. Or ces partis sont faits pour gagner le pouvoir, l'exercer et le conserver. Ils n'écriront jamais un texte qui les prive d'une partie de ces prérogatives. L'Europe devient ainsi un outil pour que les politiciens s'affranchissent de tout contrôle. Les acteurs ne sont pas responsables de leurs actes. Ce n'est tout de même pas banal !

G. K. – C'est excessif. Il existe un Parlement européen élu au suffrage universel qui a de plus en plus de pouvoir et qui est beaucoup plus vigilant que le Parlement national. Les commissaires européens sont choisis après une audition

devant le Parlement européen. Ce dernier peut les refuser pour incompétence. Le Parlement européen a déjà renversé la Commission. Le vrai problème reste le Conseil de l'Union. Avec 27 membres, c'est une sorte de Barnum où chaque représentant de l'exécutif défend ses intérêts nationaux en l'absence de contrôle démocratique.

E. C. – Le Parlement européen n'est responsable devant personne ! On ne peut pas le dissoudre. Idem pour le Conseil des ministres. Le Conseil européen également. Et la Banque centrale ? Ça devrait être le sujet numéro un des débats aujourd'hui. On impose le chômage avec une politique monétaire anti-inflation. Il n'y a pas eu de débat là-dessus. Enfin, on nous présente comme une assemblée législative – c'est-à-dire capable d'écrire les lois –, les membres du Conseil des ministres européens, qui ont la charge d'appliquer ces mêmes lois en rentrant chez eux. Cette confusion totale entre l'exécutif et le législatif est une escroquerie intellectuelle.

G. K. – Qu'on le veuille ou non, l'Europe n'est pas un Etat fédéral. C'est une construction supranationale créée au lendemain de la guerre pour permettre à des peuples de gérer des intérêts communs de manière pérenne. En 1957, il fallait créer une paix durable et lutter contre un déclin politique, moral et économique. Et trouver une manière originale pour des gens qui n'avaient pas envie de perdre en souveraineté d'apprendre à travailler ensemble. Cette manière originale, c'était la méthode communautaire qui a pour vocation de défendre un intérêt général commun. C'est une innovation majeure dont on peut être fiers !

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif

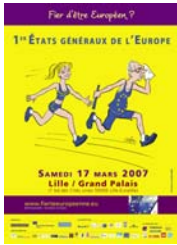
EuropaNova

21, rue du Faubourg Saint Antoine

Immeuble E - 75011 Paris

Tel : + 33 1 43 42 40 90

Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

L'ACTUALITÉ LE DÉBAT DU FIGARO MAGAZINE

>>> **L'idée, défendue notamment par certains candidats, dont Nicolas Sarkozy, d'un traité simplifié reprenant la première partie du traité constitutionnel est-elle judicieuse ?**

E. C. – C'est un cauchemar au contraire ! Le candidat qui nous imposera par un vote du Parlement ce que les Français ont refusé par référendum prend le risque d'une révolution. Il ment en prétendant que la première partie du traité a fait consensus. Cette partie contient le pire recul démocratique qui soit, qu'il s'agisse de l'irresponsabilité des acteurs européens que j'ai déjà évoquée ou du fait que les juges européens, qui auront un pouvoir énorme, dépendront de l'exécutif.

G. K. – La proposition de Sarkozy d'un traité simplifié sans référendum est au contraire courageuse. Je suis favorable à un acte institutionnel qui instaure la majorité qualifiée et permette à l'Europe de retrouver une capacité de décision. Quant au Parlement européen...

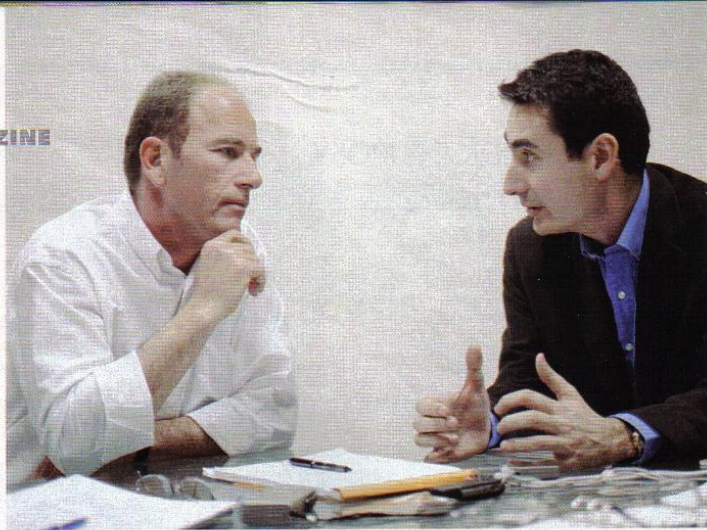
E. C. – ... Il n'a même pas l'initiative des lois ! Vous savez, dans un système où la Constitution ne permet pas de s'opposer aux abus de pouvoir, le risque pris est celui d'une insurrection.

G. K. – Ces institutions, malgré vos accusations, ont connu des résultats remarquables. Ce continent est devenu celui des matins calmes pour 450 millions de citoyens. Il y a encore une quinzaine d'années, les citoyens de l'est de l'Europe se réveillaient la peur au ventre. Cette invention européenne a aussi réduit l'esprit de clocher. Il y a trente ans, on parlait des Boches, des Ritals et des Polacks ! Tout cela a disparu. L'Europe est désormais le modèle en matière de respect des droits fondamentaux. Enfin, elle a connu ces cinquante dernières années une des croissances les plus fortes de l'histoire économique... Nous devons reprendre ce chemin.

E. C. – J'ai le même rêve que vous d'une Europe prospère, unie et pacifiée. Mais le détail des mécanismes juridiques permettant de mettre en œuvre ce rêve se transforme en prison. Si deux millions de personnes sont mécontentes d'une décision par exemple, elles sont impuissantes. Il y a bien un droit de pétition qu'on nous vend comme un référendum d'initiative populaire. Mais la Commission peut le jeter à la poubelle sans même se justifier.

Quel devrait être selon vous le rôle de la France dans la crise européenne actuelle ?

G. K. – La France et son camp du « non » – qui n'est plus aujourd'hui qu'un ensemble de groupuscules qui se battent les uns contre les autres et dont la victoire



Etienne Chouard et Guillaume Klossa au moins d'accord pour repenser l'Europe.

aura surtout servi la cause britannique – à une vraie responsabilité dans la crise. Pour en sortir, notre pays doit changer d'attitude et ne plus se considérer comme étant l'épicentre de l'Union. Nous devons faire preuve d'humilité et écouter nos partenaires.

E. C. – L'Hexagone pourrait être à l'initiative d'une méthode originale de relance de la construction européenne à travers la désignation d'une assemblée constituante européenne non élue mais composée de volontaires tirés au sort. Car ce n'est pas aux hommes de pouvoir d'écrire les règles du pouvoir. Ce n'est pas aux parlementaires, aux juges, aux ministres d'écrire la Constitution. C'est aux citoyens.

Le risque ne serait-il pas alors d'avoir une assemblée constituante extrémiste ?

E. C. – Non. L'objectif est qu'elle soit honnête et détachée des intérêts propres de la sphère politique. Montesquieu évoquait déjà la solution magique d'un tirage au sort parmi des volontaires, eux-mêmes sous contrôle d'autres volontaires qui débouche sur une réelle compétence. La Constitution ainsi élaborée serait ensuite soumise à référendum.

G. K. – Je ne vois pas comment on peut recourir à ce principe au niveau européen si on ne l'applique pas déjà au niveau national. Le système que vous proposez a été usité pendant cent cinquante ans à Athènes, à l'époque où seuls participaient à la décision les hommes libres. Je crois plus en des mécaniques électorales qui responsabilisent les élus et les citoyens.

E. C. – Vous savez bien que la responsabilité dans les partis politiques est une incantation creuse. La responsabilité ne peut se matérialiser que par la révocabilité à tout moment des élus. Si on ne compte que sur l'élection comme contre-pouvoir, on se moque du monde.

G. K. – Vos critiques contre l'Europe sont exacerbées car vous les voyez du point de vue français. Dans la plupart des démocraties, une fois que les gouvernants sont répudiés, ils s'en vont et ne reviennent pas. Il n'y a que dans l'Hexagone où le politique vit en vase clos et ne se renouvelle pas.

Que doit faire le prochain président de la République ?

G. K. – Aujourd'hui, une question doit être posée clairement aux Français : voulez-vous associer votre destin à celui des autres Européens dans le cadre d'une Europe politique ? Ensuite on pourra donner de la chair à l'Europe. Il y a quatre chantiers parallèles à entreprendre. D'abord incarner l'Europe, lui donner un visage, un président. Ensuite, créer des leaders d'opinion européens avec une « Fondation des pères fondateurs ». Troisièmement, politiser aussi les institutions avec des partis européens qui défendent des programmes, des visions et des projets. Et enfin, promouvoir une réflexion intellectuelle sur l'Europe, qui doit retrouver ses penseurs et ses philosophes...

E. C. – Le prochain président doit avoir pour priorité de déclencher un processus constituant honnête ! Sinon je ne vois qu'une solution : on sort de ce truc européen qui constitue un piège pour la démocratie construit pour les géants économiques. Et l'on reformule ce que doit être l'Europe des citoyens avec un plus petit nombre de pays, soucieux de défendre les intérêts des individus avant ceux des politiques ou des lobbies. ■

EuropaNova est à l'initiative des Etats généraux de l'Europe qui se tiendront à Lille le 17 mars pour le 50^e anniversaire du traité de Rome.

www.europanova.eu : le site d'EuropaNova.
<http://etienne.chouard.free.fr/Europe> : le plan C pour écrire ensemble une constitution d'origine citoyenne.



Etats Généraux de l'Europe Samedi 17 mars 2007 Revue de presse

Une, Le Figaro, 14/03



Article Le Figaro, 14/03, p.6

Les Français sont fiers d'être européens

UNION EUROPEENNE
Un sondage montre que, deux ans après le non à la Constitution, 71 % des Français revendiquent leur identité européenne.

C'EST un sondage qui lève le tabou : près de deux ans après le non retentissant au référendum de mai 2005, les trois quarts des Français (71 %) affirment se sentir « souvent ou de temps en temps » fiers d'être européens. « Une réponse qui n'allait pas de soi », relève Guillaume Klossa, président de l'ONG EuropaNova, commanditaire d'un sondage CSA à propos du regard des Français sur la construction européenne. « Après le référendum, le thème de la fierté européenne n'était plus vraiment de mise en France. Mais, aujourd'hui, le tabou post-référendaire est tombé. En outre, il est intéressant de noter que ce haut niveau de fierté transcende les générations, les catégories socioprofessionnelles et les sensibilités politiques ». À l'exception toutefois des sympathisants du Parti communiste, de l'extrême droite et de la droite souverainiste, qui ne sont qu'environ

60 % à afficher leur fierté d'être européens. Les plus « fiers » sont les moins de 25 ans et les cadres. Les plus réticents se trouvent parmi les artisans et les commerçants. La fierté d'être européen n'est pas incompatible avec celle d'être français. Bien au contraire, à ce haut niveau de fierté européenne correspond un niveau encore plus élevé de fierté nationale : 91 % des Français se disent « fiers d'être français ». Un résultat qui, souligne-t-on chez EuropaNova, « marque sans doute l'attachement à un

modèle économique, politique et social fondateur du pacte républicain, désormais ouvert sur l'Europe ». À noter que la fierté d'être français croît avec l'âge : 95 % pour les plus de 75 ans, contre 88 % pour les moins de 25 ans) et qu'elle est plus marquée chez les électeurs de droite (de 95 % à l'UMP jusqu'à 100 % au MPF de Philippe de Villiers). « Le fait que les Français concilient parfaitement identité nationale et identité européenne montre que les hommes et femmes politiques pourraient être beaucoup

plus audacieux sur leurs propositions européennes », insiste Guillaume Klossa. « Je pense, par exemple, que les Français sont prêts à la création d'un gouvernement socio-économique européen ».

Ni de gauche ni de droite
En ce qui concerne « le candidat qui fera le plus avancer la construction européenne », les Français soutiennent bien sûr leur candidat de prédilection. Nicolas Sarkozy arrive en tête avec 28 %, suivi par Ségolène Royal (23 %) et

François Bayrou (22 %). « Ce qui reflète à peu près leurs proportions d'intentions de vote dans les sondages », commente Guillaume Klossa. À noter que les « petits candidats » sont laminés, à 2 % et moins. « Il faut du poids pour avoir de la crédibilité au niveau européen », estime le président d'EuropaNova.

Dernier enseignement de cette enquête pour « la personnalité française ayant le plus contribué à la construction européenne au cours des cinquante dernières années », les Français placent le général de Gaul-

le et François Mitterrand à égalité, à 32 %. Ce qui montre que, pour eux, la construction européenne n'est ni de gauche ni de droite. Loin derrière, à 24 %, l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors est la personnalité vivante qui a le plus marqué ces cinquante dernières années. Viennent ensuite les présidents Chirac et Giscard d'Estaing (respectivement à 19 % et 14 %), sans doute sanctionnés par l'échec du référendum sur la Constitution européenne, mais dont le bilan n'est tout de même pas jugé totalement négatif. « À noter, conclut Guillaume Klossa, qu'à l'approche du cinquantième du traité de Rome, il y aurait certainement une réflexion à mener sur le terrain éducatif : Jacques Delors, Jean Monnet et Robert Schuman sont quasiment inconnus chez les moins de 30 ans. Seuls les retraités s'en souviennent encore ! ».

STÉPHANE KOVACS

* Sondage CSA-EuropaNova-Profession Politique pour les Etats généraux de l'Europe, réalisé par téléphone le 7 mars 2007.

À Lille, les états généraux pour le cinquantième du Traité de Rome

■ Premier grand rassemblement au-delà du oui et du non après le référendum du 29 mai 2005, cette manifestation lancera, en Europe, la semaine des célébrations du cinquantième anniversaire du traité de Rome. À l'initiative de l'ONG EuropaNova, à laquelle se sont jointes une quarantaine d'associations locales, nationales et européennes, les premiers états généraux

de l'Europe seront organisés au Grand Palais de Lille, le samedi 17 mars prochain. Le thème de ces états généraux : « Peut-on être fier d'être Européen ? ». Seize ateliers réuniront citoyens et personnalités européennes de premier plan – parmi lesquelles Jacques Delors, Jean-Marie Cavada, Mario Monti, Alvaro Gil-Robles, Jacques Barrot –

autour des valeurs de l'Union : la liberté, la solidarité, la responsabilité ou encore la démocratie. Des représentants d'organisations comme la CFDT, SOS Racisme, Croissance Plus ou Greenpeace sont également mobilisés. Toute la journée, des carnets de doléances seront à la disposition des visiteurs, qui pourront interpeller les candidats à la

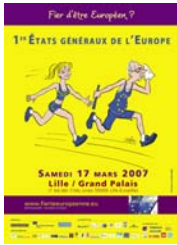
présidence sur leur ambition européenne. Les conclusions de ces états généraux seront transmises sous forme de rapports officiels au Conseil européen de juin 2007, ainsi qu'aux candidats à l'élection présidentielle.

S. K.

■ Pour s'inscrire (entrée libre) : www.fierteeuropeenne.eu

Le Figaro, Résultat sondage, p.6





Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Tribune Figaro, 15 mars

Actualité | Débats & Opinions

L'Europe, cette folie salubre qui n'a pas vieilli en cinquante ans

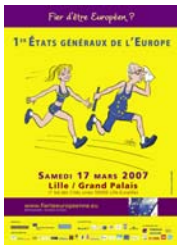
Par Maurice Faure, Sylvie Goulard, Guillaume Klossa et Gaetane Ricard-Nihoul

Le 25 mars, le traité de Rome, qui a créé la Communauté économique européenne, aura 50 ans, l'âge de la maturité et des bilans. Peu à peu, ceux qui ont connu la guerre et ceux qui ont construit la paix passent le relais, pour les cinquante ans à venir, à de nouvelles générations. Maurice Faure, artisan du traité de Rome, et nous-mêmes, enfants de l'Europe pacifiée, sommes tous fiers de l'oeuvre accomplie. Fiers de cette nouvelle forme de coopération entre États et peuples que les vieilles nations de notre continent ont inventée et mise en oeuvre ensemble.

Révolutionnaire, l'Europe l'est assurément : par sa volonté de réaliser, sans coercition, une unité que l'épée n'a jamais pu conquérir ; par sa méthode, qui relativise les intérêts nationaux en donnant la priorité à l'intérêt commun ; par son ambition démesurée de « *contribuer à un monde meilleur* » (Monnet). Car l'Europe, c'est la paix, bien sûr, la paix qui n'a pas de prix, mais c'est bien plus que la paix. Loin d'être seulement le support de la réconciliation franco-allemande ou de la pacification Est-Ouest, le projet communautaire a une dimension mondiale. C'est, depuis les origines, une forme de folie pour temps globaux, salubre et sage qui, en cinquante ans, n'a pas vieilli. C'est pourquoi l'Europe offre, à qui sait la redécouvrir, un nouveau défi : celui d'aider à mieux gouverner l'humanité. Voilà, pour les jeunes générations, une aventure à tenter et un trésor à préserver.

Il était temps, après deux guerres mondiales et des millions de morts, de s'atteler ensemble à l'essentiel : la défense, à l'échelle globale, d'une des civilisations les plus riches de la planète, forte d'avoir conçu la démocratie, identifié les droits universels de la personne humaine et d'avoir légué au monde un éblouissant foisonnement d'oeuvres d'art. Le réflexe de survie fut salubre. Ils voulaient bâtir la Communauté parce qu'ils refusaient que l'Europe se laisse distancer par les États-Unis et l'Union soviétique, parce qu'ils voulaient porter haut nos valeurs. Du coup, rien n'est petit, rien n'est étroit chez eux. Et tout leur dessein est d'une étonnante modernité. Toutefois, cette folie européenne est sage parce qu'à un but titanesque elle fait correspondre une méthode de paysan madré, faite de petits pas et de projets concrets. C'est ce cocktail d'utopie et de pragmatisme qui fait sa vertu et lui confère une éternelle jeunesse.

Bien sûr, le dosage du cocktail peut varier ; de nouveaux chantiers sont à ouvrir, certaines politiques doivent être réformées. Parlons-en, mais parlons-en entre Européens, tous ensemble et non chacun chez soi ! En 2005, deux des peuples présents depuis le début de l'aventure, les Français et les Néerlandais, ont rejeté le traité constitutionnel. Et depuis, il ne s'est rien passé. Les partisans du non se sont évanouis



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

dans la nature avec leur pseudo- « plan B » et les partisans du oui n'osent plus lever la tête. Aux questions légitimes qui, dans ce débat, ont été posées de bonne foi, cherchons une réponse, dans la bonne humeur, avec humour, parce que la convivialité aide à mieux réfléchir. Tel est tout le sens des premiers États généraux de l'Europe que nous organisons le samedi 17 mars au Grand Palais de Lille. Célébrer, débattre, dialoguer, proposer, dépasser le caractère élitiste que revêtent souvent les rencontres européennes sans tomber pour autant dans la démagogie, le populisme ou le simplisme de certains discours souverainistes et anticapitalistes, tel est le défi.

Ceux qui ont voté non peuvent-ils vraiment se réjouir de la situation actuelle ? Ils ont nui au crédit de la France sans apporter aucune solution ; ils ont même conforté le statu quo qu'ils étaient les premiers à dénoncer, apportant aux eurosceptiques ultralibéraux un renfort dont ces derniers n'osaient même pas rêver. Le fait que les partisans du non, mêlant interrogations respectables et fausses pistes, aient convaincu 55 % des électeurs est établi : c'est un vote que l'on doit respecter, mais non sacraliser. L'Europe en a vu d'autres. Le débat doit se poursuivre, l'histoire n'est pas terminée et c'est bien ainsi. « *Nous nous disions que nous avons lancé une barque sur la mer, et que cette barque finirait bien, un jour ou l'autre, par arriver au port* », disait Maurice Faure du traité de Rome. À nous désormais de tenir le cap avec fermeté.

* Respectivement, négociateur et signataire du traité de Rome, présidente du Mouvement européen France, président d'EuropaNova et secrétaire générale de Notre Europe.

Matin Plus, p.7



PREMIERS ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE

L'actrice Sarah Biasini (ici en compagnie de Jacques Delors) était la marraine des premiers états généraux de l'Europe organisés samedi à Lille, pour le 50^e anniversaire du Traité de Rome.

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif

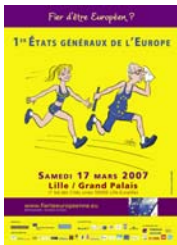
EuropaNova

21, rue du Faubourg Saint Antoine

Immeuble E - 75011 Paris

Tel : + 33 1 43 42 40 90

Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

Le Monde, 20/03, p.3

Des associations interpellent les candidats sur l'Europe

JACQUES DELORS, auteur de six propositions pour relancer l'Europe, et sa fille, Martine Aubry, maire socialiste de la ville, sont venus encourager les militants associatifs, venus samedi 17 mars à Lille, pour lancer des « *Etats généraux de l'Europe* » et interpellier les candidats à la présidentielle sur leurs projets pour la relance de l'Union européenne. Une quarantaine d'associations et d'organisations syndicales avaient répondu à l'appel du collectif Europeanova, du mouvement européen France et de la fondation Notre Europe, créée par Jacques Delors et présidée aujourd'hui par le ministre italien des finances, Tommaso Padoa-Schioppa.

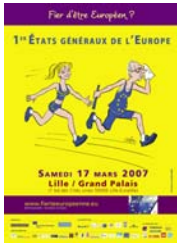
Ces associations, qui ont milité pour le oui au référendum sur la Constitution européenne, sont depuis l'échec de cette dernière à la recherche d'une voie pour rebondir. L'objectif de ces Etats généraux est de trouver « *une nouvelle dynamique* », ont souligné les organisateurs. Ces débats devraient aboutir, selon le président d'Europeanova, Guillaume Klossa, à formuler dans les semaines à venir des propositions aux candidats.

Les trois principaux s'étaient fait représenter lors de la séance de clôture par des élus venus réaffirmer leurs positions sur les négociations pour sortir de l'impasse dans laquelle le non au référendum français a plongé l'Europe. Elisabeth Guigou pour le PS, a rappelé son opposition au mini-traité de Nicolas Sarkozy, qui ne serait qu'un « *traité au rabais* » et demandé de créer « *un climat favorable* » pour les négociations en adoptant un protocole social. Pierre Lequiller (UMP) a défendu une version à double étage du traité proposé par M. Sarkozy, estimant qu'un accord doit être trouvé dans un premier temps sur un traité institutionnel qui serait ratifié par le Parlement, mais en relançant immédiatement les négociations sur les politiques de l'Union.

Jean-Louis Bourlanges (UDF) a défendu avec fougue au contraire l'idée d'un référendum sur un traité consacré lui aussi à ce stade sur les institutions, rappelant que « *ce que le peuple a fait, seul le peuple peut le défaire* ». Un appel qui s'est heurté au scepticisme du ministre italien des finances, qui a invité les Français à sortir de « *leur culture du veto* » qui risque de bloquer l'Europe. ■

HENRI DE BRESSON

Le Monde
20/03



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

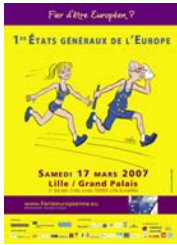
2. Télévisions et Radios

Télévisions nationales

Date	Heure	Télévisions	Description
18/03	22 :58	France 3	Reportage Sarah Biasini salue Jean Monnet, interview Sylvie Goulard, interview Jacques Delors (2,30 mn)
18/03		France 24	Reportage (3mn) avec interview de Sylvie Goulard ici

Télévisions locales

Date	Heure	Télévisions	Description
17/03	12 :00	France 3 NPCL	Mentionné
17/03	19 :00	France 3 NPCL	Reportage interview Sarah Biasini et Jacques Delors(2mn)



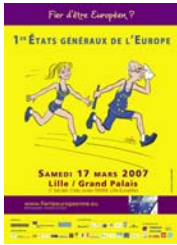
Etats Généraux de l'Europe
 Samedi 17 mars 2007
 Revue de presse

Radios nationales

Date	Heure	Radio	Description
10/03	8 :50	France Culture	Présentation des EGE par Frédéric Martel dans « Masse Critique »
13/03	?	RFI	Interview Guillaume Klossa
13/03	17 :45	BFM	Interview Guillaume Klossa
14/03		Radio Vatican	Interview Guillaume Klossa
14/03	9 :00	Europe 1	Interview Sylvie Goulard
14/03	1 :00	France Info	Présentation des EGE par Guillaume Klossa
17/03	15 :00	France Culture	« certains chantiers ne passent que par l'Europe (...) Il faut que les candidats s'engagent » Interview Guillaume Klossa
17/03	18 :05	France Culture	
17/03	22 :07	France Culture	
17/03	18 :17	France Info	Témoignages de jeunes participantes
19/03	?	RFI	Interview Gaëtane Ricard-Nihoul ici
19/03	8 :00	Europe 1	Reportage Céline Pigalle
23/03	17 :55	TSF	Guillaume Klossa mentionne les EGE et les trois organisateurs (enregistré 22)

Radios locales

Date	Heure	Radio	Description
16/03	7 :52	France Bleu Nord	Interview de Guillaume Klossa par Jean-Marc Perez
16/03	20 :03	France Bleu IDF	Présentation des EGE par Guillaume Klossa et Sarah Biasini
17/03	15 :00	France Bleu Nord	« Les états généraux de l'Europe se déroulent à Lille à l'initiative d'un collectif d'associations. Jacques Delors plaide pour un débat sur les finalités de l'UE. Jacques Barrot espère que les candidats à l'Elysée vont davantage parler de l'UE »
16/03	?	Chérie FM Lille	Annonce faite vendredi



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

3. Web

Référencement Google : 58 800 pages web parlent des EGE

Résumé agences de Presse (dépêches)

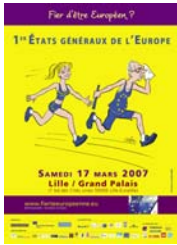
- AFP
- BELGA

Résumé médias en ligne

- Le Figaro.fr (dossier Europe, 4 podcasts)
- Le Taurillon (2 articles)
- Les euros du village (articles, 1 podcast)
- Toute l'Europe (2 articles)
- Fenêtre sur l'Europe (1 article)
- AgoraVox (1 article publié par les euros du village + podcast euros du village)
- Autres : Matinternet, Alactu, Jerusalem post, 7sur7.be, Nordnet...

Résumé blogs

- Les Coulisses de Bruxelles, Jean Quatremer (3 billets)
- reveur75.canalblog.com (1 billet rubrique « coup de cœur »)
- Agir pour l'Europe (www.agirpourelurope.blogspot.com)



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Dépêches agence de presse

Dépêches AFP

La fille de Romy Schneider marraine des "Etats généraux de l'Europe"

AFP 13.02.07 | 13h36

L'actrice Sarah Biasini, fille de Romy Schneider, sera la marraine des "1ers Etats généraux de l'Europe", qui se dérouleront le 17 mars à Lille pour célébrer le cinquantième anniversaire du Traité de Rome, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Dans une vidéo diffusée sur le site "www.fierteeuropeenne.eu", Sarah Biasani, qui se présente comme "austro-italo-française et plus simplement européenne", invite les "citoyens européens" à se retrouver à Lille pour réfléchir "sur tout ce qui a été accompli et tout ce qui reste à faire pour l'Union européenne".

Elle rappelle aussi que grâce au Traité de Rome, signé le 25 mars 1957, "c'est la paix qui s'est construite en Europe".

Parmi les personnalités attendues de plusieurs pays pour une série de "rencontres et d'échanges" figurent par exemple l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors ou l'actuel ministre italien de l'Economie Tommaso Padoa-Schioppa.

Le public doit être invité à participer aux différentes tables rondes, dont l'entrée sera gratuite sur inscription préalable.

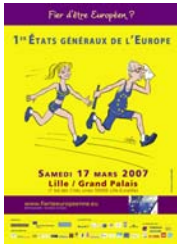
Ces "Etats généraux" sont coorganisés par trois organisations pro-européennes qui tentent de mobiliser pour la célébration de l'anniversaire du Traité de Rome, le "Mouvement européen France", le "Collectif Europeanova" et "Notre Europe".



LILLE (AFP) - Etats généraux de l'Europe à Lille: appel au débat pour relancer l'UE

Les participants aux premiers "Etats généraux de l'Europe", samedi à Lille (nord), ont appelé, comme l'ancien président de la commission européenne Jacques Delors, à un débat

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europeanova.eu



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

sur "les finalités de l'Europe" pour relancer la construction européenne.

Organisés à l'occasion du cinquantenaire du traité de Rome, ces Etats généraux ont rassemblé autour de tables rondes une quarantaine d'associations, syndicats et organisations patronales et des personnalités européennes.

"Cette Europe existe non pas dans la définition de ses frontières, mais dans les valeurs qu'elle porte", a déclaré Jacques Delors, président de la commission de 1985 à 1995, devant un millier de participants.

Pour lui, les Etats de l'Union doivent avoir un débat sur les "finalités de l'Europe" pour sortir l'UE du marasme dans lequel elle est plongée.

Les pays européens tentent de relancer l'UE, en panne depuis l'échec du referendum de mai 2005 sur la constitution européenne.

"Derrière nos difficultés actuelles il y a chez les pays membres des visions différentes de ce que doit être l'Europe dans 20 ans. Si les citoyens pouvaient les forcer à mettre sur la table la conception anglaise, la conception suédoise, allemande, italienne, polonaise de l'avenir de l'Europe, la démocratie y gagnerait et on finirait bien par trouver les moyens de vivre ensemble dans la clarté", a-t-il estimé.

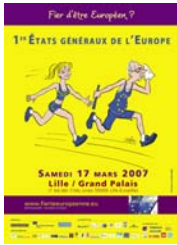
"On ne pourra avancer sans mettre les grands débats sur la table", a renchéri Didier Donfut, secrétaire d'Etat belge aux Affaires étrangères.

Pour Guillaume Klossa, président d'Europa Nova, l'un des organisateurs, "à vouloir montrer les bénéfices de l'Europe pour les uns et les autres comme on l'a fait depuis 15 ans, à un moment c'est dangereux: c'est faire des citoyens des consommateurs par rapport à la chose européenne".

Historien de l'Europe et ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi a pour sa part estimé que "l'Europe ne souffre pas d'un manque d'enthousiasme mais d'un manque de conviction de ses leaders".

"A l'intérieur de l'Europe on pleurniche, à l'extérieur, on rêve d'y arriver", a-t-il souligné, affichant son souhait d'une construction similaire entre Israël, les Palestiniens et la Jordanie, a-t-il souligné.

De nombreuses personnalités européennes parmi lesquelles l'ancien commissaire européen Mario Monti, le commissaire européen Jacques Barrot, l'ancien commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe Alvaro Gil Robles ont participé à cette série de "rencontres et d'échanges" au terme desquelles des conclusions devraient être remises au Conseil européen du mois de juin.



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Dépêche Belga

J. Delors (Belga)

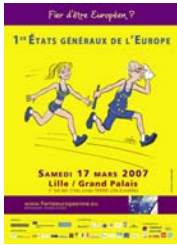
Jacques Delors intarissable sur l'Europe

Le traité de Rome soufflera bientôt ses 50 bougies. Le traité de Rome c'est quelque sorte l'acte de naissance de l'Union européenne. A moins de 10 jours cet anniversaire des élus et des citoyens se sont retrouvés vendredi au Sénat pour entendre Jacques Delors. L'ancien président de la commission européenne a avancé ses pistes pour tenter de sortir les 27 de la crise.

Expérience oblige, Jacques Delors se veut pragmatique dans l'analyse et la recherche de solutions pour sortir de la crise actuelle de l'Union européenne. Il faut avancer, dit-il et là, l'ancien Président se fait solennel, sous peine de voir tous les défis se détricoter en 20 ans.

Il ne faut pas attendre des réformes de structures et des procédures de l'Union ou que tout le monde soit d'accord car le problème, c'est que les divergences ne portent pas que sur les moyens, il n'y a pas non plus d'unanimité sur les objectifs. Donc Delors prône clairement à l'instar de ce qui a été fait avec l'Euro ou avec l'espace de totale libre circulation Schengen, qu'un noyau de pays avance sans attendre les autres en renforçant leur coopération dans une série de domaines.

Quant au politique, Jacques Delors a clairement pointé l'urgence de renforcer le social, insisté sur le maintien de la cohésion de toutes les régions d'Europe par une large utilisation des fonds structurels et refusé l'idée de concentrer ces moyens sur les régions les plus pauvres. On a remarqué aussi sa position sur l'agriculture qui selon lui, doit être soustraite au marché libéralisé, il est légitime dit-il que les pays pauvres comme en Afrique, protègent leur économie agricole de la concurrence extérieure. Toujours vert et pugnace, sans langue de bois, l'ancien Président de la Commission a manifestement conquis son auditoire.



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Articles médias en ligne

Figaro.fr : Dossier Europe



Fiers d'être Européens ?

Lefigaro.fr s'associe aux premiers États généraux de l'Europe, organisés le samedi 17 mars à Lille, et vous propose, à cette occasion, de participer et de débattre autour de cinq grandes questions ayant trait à l'Europe.

OPINIONS

4 questions posées aux internautes :

1. Quelle doit-être la politique européenne du successeur de Jacques Chirac ?
2. Immigration, Papy Boom, comment l'Europe doit-elle soutenir les pays en voie de développement ?
3. L'Europe doit-elle faire davantage pour le climat et l'environnement ?
4. L'Euro est-il une réussite ?
5. Vous sentez-vous fier d'être européen ?

VIDEOS

5 podcasts mis en ligne :



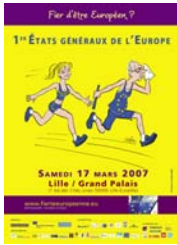
« L'Europe, c'est tellement beau »

Interview Sylvie Goulard



« Cabu croque l'Europe »

Interview Cabu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse



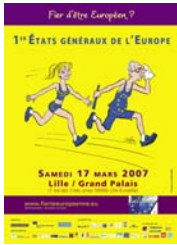
« L'Europe passionne »
Interview Alain Lamassoure



« L'Europe, une force de solidarité, de démocratie, d'union entre les peuples »
Interview de Sarah Biasini



« Ceux qui croient en l'Europe doivent se mobiliser »
Interview de Guillaume Klossa



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Le Taurillon
(www.taurillon.org)

Français > Associations > 1ers Etats Généraux de l'Europe : tous à Lille le 17 mars 2007 !

Rendez-vous européen



1ers Etats Généraux de l'Europe : tous à Lille le 17 mars 2007 !

Fierté européenne
samedi 24 février 2007

Créons ensemble l'Europe de demain, le 17 mars à Lille. 50 ans après le traité de Rome, venez rencontrer et échanger avec de nombreux acteurs de la société civile française et européenne, du monde politique, syndical et de l'entreprise pour réfléchir ensemble et proposer des réponses

concrètes. Chers amis,

Fiers d'être Européens ?

Le 25 mars 2007, l'Union européenne fêtera les 50 ans du traité de Rome ! En 1957, qui aurait cru à une Communauté européenne à 27, dans une Europe en paix ? 50 ans plus tard, les Européens ont encore d'immenses défis à relever. Pour pouvoir agir dans le monde à venir et l'humaniser, ne faut-il pas faire le bilan de ce qui a été fait ? **Sommes-nous fiers d'être Européens ?** Dans quelle mesure ? Et demain, si nous devons nous projeter à l'horizon 2057, quelles seront les réalisations, les actions, les réussites dont nous serons fiers ? Ces questions, c'est à nous, citoyens, avec nos représentants, d'y répondre.

Venez débattre avec de nombreux acteurs de la société civile française et européenne, du monde politique et de l'entreprise pour réfléchir ensemble et proposer des réponses concrètes.

Rendez-vous à Lille, le **samedi 17 mars prochain**, à l'occasion des premiers **Etats généraux de l'Europe**, pour célébrer le 50ème anniversaire du traité de Rome.

Retrouvez le programme détaillé sur www.fierteeuropeenne.eu

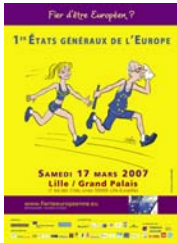
Pour des raisons d'organisation, nous vous remercions de vous inscrire en ligne. Si vous représentez une association, et si vous souhaitez devenir partenaire, ou soutenir cet évènement, contactez-nous par mail via anouche@europanova.eu

Le comité d'organisation des Etats généraux de l'Europe

Qui sommes-nous ?

1ers Etats-Généraux de l'Europe - Fierté Européenne

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova
21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

Les Etats généraux de l'Europe sont un projet commun d'EuropaNova, du Mouvement européen et de Notre Europe sur une idée d'EuropaNova. L'ARRI, le Cafecs, Sauvons l'Europe, la fondation pour l'innovation politique, la fondation Schuman... ont rejoint ces premiers Etats généraux.

La Ville de Lille, la CCI Lille Métropole et l'IEP de Lille ont joint leur force pour faire de cette manifestation le lieu du débat européen en France en 2007. Le Ministère des Affaires européennes français et le Parlement européen apportent leur parrainage. C'est une initiative ouverte qui vise à rassembler ceux qui notamment en France ont envie de réfléchir ensemble aux prochaines étapes de la construction européenne. Tout organisation et citoyen peuvent y contribuer.

Echange, rencontre, analyse, proposition sont les maîtres mots de ces Etats généraux. Cette première édition est placée sous le signe de la fierté européenne.

Les propositions résultant de ces Etats généraux seront transmises au Conseil européen de juin 2007 pour être mises sur la place publique et débattues à l'échelle de l'Union.

Le comité de coordination des Etats généraux comprend : Gaëtan Claeys (Lille), Sylvie Goulard, Frédéric Haffner, Antoine Harleaux (Lille), Anouche Kéchichian, Guillaume Klossa, Philippe Le Treut, Gaëtane Ricard-Nihoul, Joel Roman...

Relations média : Mathias Megy (01 43 42 40 90 / 06 64 37 01 89)



EuropaNova

Guillaume Klossa : les Etats Généraux de l'Europe, une réaction collective au 29 mai 2005

1ers Etats Généraux de l'Europe à Lille, le 17 mars 2007

samedi 3 mars 2007 - [Fabien Cazenave](#) -

Dans le cadre des 1ers Etats Généraux de l'Europe, Guillaume Klossa pour EuropaNova vient nous parler du rendez-vous de Lille le 17 mars, de la crise actuelle que connaît l'Europe et du rôle que peut jouer la Société civile pour en sortir.

Taurillon : Pourquoi organiser des Etats Généraux de l'Europe au moment des 50 ans de l'Europe ?

Guillaume Klossa : L'anniversaire du traité de Rome fournit l'occasion d'une réflexion à la fois rétrospective sur ce que la construction européenne a apporté et prospective sur ce que nous pouvons faire ensemble et sur ce qui nous unit. Plutôt que de laisser cette célébration aux seuls experts et politiques, il nous a paru important que ce qu'on appelle la société civile s'empare du sujet. Depuis les non français et néerlandais, l'Europe est en panne sèche et personne ne sait comment s'en sortir. Une chose est certaine, l'Europe n'avancera que si une volonté populaire se manifeste clairement et qu'émerge le sentiment qu'existe un intérêt commun, un intérêt général européen porté par les citoyens. Les Etats généraux, c'est un des lieux

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif

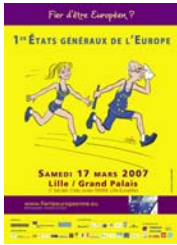
EuropaNova

21, rue du Faubourg Saint Antoine

Immeuble E - 75011 Paris

Tel : + 33 1 43 42 40 90

Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

où ceux qui ont envie de faire avancer l'Europe peuvent se retrouver, se compter et réfléchir ensemble.

Taurillon : On retrouve régulièrement votre chronique européenne dans le quotidien gratuit Metro. Pourquoi les Média télévisuels grands publics parlent si peu d'Europe ?

Guillaume Klossa : D'abord la presse écrite fait de mieux en mieux son travail de sensibilisation aux dossiers européens, c'est vrai pour les gratuits avec METRO, c'est vrai pour la presse régionale avec notamment Nord-Eclair et Ouest France, ça l'est également pour la presse nationale avec le Figaro ou le Monde. Pour la télévision, il faut distinguer les chaînes d'info ([I Télé](#), [LCI](#), [BFM](#), [LCP...](#), [Euronews](#)) qui ont souvent des rubriques ou des invités européens et les grandes chaînes généralistes qui délaissent le sujet européen à de rares exceptions près ([France 3](#) notamment). On ne peut pas leur en vouloir, en revanche, ce qui est important c'est que dans leur tranche d'information, elles intègrent la dimension européenne dans leur analyse. Par exemple, quand on parle des retraites, de durée du temps de travail... en France, il s'agit ne pas oublier de dire comment cela se passe ailleurs en Europe.

Taurillon : Pouvez-vous nous présenter EuropaNova et son travail ?

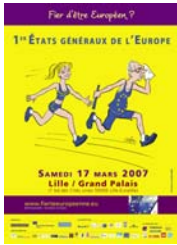
Guillaume Klossa : EuropaNova est une jeune ONG européenne née au lendemain du 21 avril 2002 en France. Elle vise à promouvoir le débat public et l'intérêt général européen. Si je devais prendre une image, je dirais que nous aimerions être un peu le [Greenpeace](#) de l'intérêt général européen. [EuropaNova](#) est un collectif de bonnes volontés comprenant essentiellement des jeunes actifs qui mènent des projets concrets visant à nourrir le débat européen et faire émerger une nouvelle génération qui prenne le relais des pères fondateurs [1] comme par exemple notre programme European Young Leaders. Nous veillons également à ce que des sujets qui nous paraissent clé soient mis au cœur du débat. Ainsi, en juin 2006, nous avons rendu au [Conseil européen](#) un rapport intitulé « Peut-on faire l'Europe sans Européens ? », nous avons également plaidé pour qu'une réflexion soit menée sur le concept de fierté européenne, un sujet au cœur des Etats Généraux dont le sous-titre est « fier d'être Européen ? ».

Taurillon : Comment réagit la Société civile à la crise institutionnelle que connaît l'Europe depuis les 2 référendum négatifs de 2005 ?

Guillaume Klossa : Les organisations qui se sont engagées en faveur du projet de Constitution européenne ont été assommées par le résultat du référendum. En France, à tort ou à raison, l'idée s'est ancrée dans les esprits qu'aucune relance n'était possible avant l'élection d'un nouveau président en France, et donc la Société civile n'a pris aucune initiative d'envergure. Les Etats généraux sont en pratique la première réaction collective au choc du 29 mai 2005.

Objectif d'EuropaNova :

Aujourd'hui doté d'une marque reconnue, d'un conseil scientifique européen et d'une équipe élargie, EuropaNova entre dans une nouvelle phase de développement. Avec un objectif, faire de l'organisation le garant de l'intérêt général européen et le promoteur d'un débat public véritablement transnational. Dans cette perspective, EuropaNova est amené à devenir en tant qu'organisation non gouvernementale un



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

intermédiaire clef entre les citoyens, la Société civile organisée et les institutions européennes et nationales.

Les Euros du Village
(www.eurosduvillage.com)

REPORTAGE (vidéo) : Les premiers Etats généraux de l'Europe



La "fierté européenne" au service de la relance de l'Europe citoyenne

Par Mathieu COLLET , Pierre ROCA, Bénédicte de BEYS, Pascal COLSON, Xavier LE DEN, Naim CORDEMAN, Stéphanie MEILLIER, Lucie CARROUEE, Benoît ROUSSEL

Le 17 mars 2007, acteurs de la société civile, citoyens et personnalités politiques se retrouvaient à Lille pour un événement de grande ampleur autour du thème de la "fierté européenne". Pour quoi faire ? Pour débattre, échanger, certes, mais surtout pour proposer : à partir des travaux de 16 ateliers thématiques, les Etats généraux ont abouti sur un rapport qui sera remis aux chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de juin, qui clôturera la Présidence allemande de l'Union. Une occasion unique de donner une voix à la société civile et d'aller au delà du blocage actuel d'une Europe en crise. Les premiers pas d'une réappropriation citoyenne de la thématique européenne ?

Podcast « Reportage sur les EGE » :

http://www.dailymotion.com/Euros_du_Village/video/x1he7l_etats-generaux-de-leurope

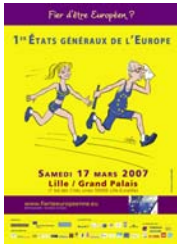
Les organisateurs des Etats généraux

EuropaNova Organisation non gouvernementale fondée en 2003, EuropaNova promeut le débat public et l'intérêt général européens de jeunes actifs qui souhaitent mener des actions concrètes visant à mobiliser et informer les citoyens sur la construction européenne en favorisant un dialogue direct entre citoyens et décideurs des pays de l'Union.

Notre Europe Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. L'association souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle souhaite également promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen. Dans cette optique, Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des analyses sous forme de courtes notes, d'études et d'articles, et organise des rencontres publiques et des séminaires de réflexion. Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif
EuropaNova

21, rue du Faubourg Saint Antoine
Immeuble E - 75011 Paris
Tel : + 33 1 43 42 40 90
Mail : contact@europanova.eu



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

(2004- 05), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et oeuvre dans le sens du bien public. C'est pourquoi l'ensemble de ses travaux est accessible gratuitement via son site Internet, en français et en anglais : www.notre-europe.eu

Mouvement européen France Le mouvement européen France est la branche française du Mouvement européen international qui a été créé à la suite du Congrès de La Haye en 1948 pour promouvoir une Europe fédérale. C'est la plus ancienne association militante européenne. Pluraliste, elle rassemble des pro-Européens de toutes sensibilités. Le MEF compte aujourd'hui 43 sections locales et compte en son sein les Jeunes Européens France qui constitue un noyau particulièrement dynamique et entreprenant. Il est possible d'adhérer en ligne sur le site www.mouvement-europeen.org

Il y a plus de 50 ans, six Etats décident de créer ensemble une « communauté européenne » pour interdire la guerre et contribuer au bien-être commun. Ce sont désormais 27 Etats et près de 490 millions de citoyens qui ont lié leur destin au sein de l'Union européenne. Cela n'a pas été facile, c'est sans doute très imparfait, parfois insatisfaisant. Reste que l'Union européenne est l'invention politique la plus ambitieuse et idéaliste jamais réalisée.

Le débat sur la Constitution européenne a mobilisé les citoyens. Le résultat négatif en France et aux Pays-Bas a ébranlé ces deux Etats fondateurs et a remis à l'ordre du jour la question du sens de la construction européenne, c'est-à-dire des valeurs qui la fondent et qui ont déterminé les politiques de l'Union.

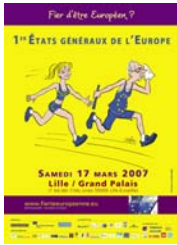
Ces premiers Etats Généraux de l'Europe sont l'occasion de rassembler les acteurs de la société civile dans leur grande diversité pour réfléchir ensemble à ce qui a été accompli durant ce demi-siècle. Dans quelle mesure les objectifs idéalistes en matière de liberté, d'égalité, de solidarité, de responsabilité, de démocratie, de diversité qui sous-tendent la construction européenne ont-ils pu être mis en oeuvre ? Pouvons-nous en être fiers ? En tant que partie prenante au projet européen, les citoyens que nous sommes ont-ils une responsabilité dans la promotion de cette éventuelle fierté ? Projétons-nous en 2057, qu'est-ce qui nous rendrait fiers d'être Européens ?

Plus d'un millier de citoyens, d'acteurs de la société civile, des personnalités politiques (Jacques Delors, Elisabeth Guigou, Jacques Barrot, Mario Monti...) se sont ainsi réunies pour une journée intense de débats, avec pour objectif de préparer un rapport qui sera remis au Conseil Européen de juin aux chefs d'Etat et de gouvernement. Des cahiers de doléances étaient à la disposition des citoyens venus en Européens convaincus ou en simples curieux, et un village associatif donnait l'occasion à de nombreuses organisations de la société civile, dont certaines sont présentées dans le film, de mettre en valeurs leurs projets.

Les Euros du Village ne pouvaient pas ne pas être rendez-vous, et ont participé à cet événement en tant qu'ONG, mais également en tant que média.

Toute l'Europe

(www.touteurope.fr)



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

22/02/07 Première édition des Etats généraux de l'Europe à l'occasion des 50 ans des Traités de Rome

Le 25 mars prochain, l'Union européenne célébrera les 50 ans des Traités de Rome. A l'occasion de cet anniversaire, Notre Europe, Europeanova et le Mouvement Européen organisent les premiers Etats Généraux de l'Europe.

Venez rencontrer et échanger avec de nombreux acteurs de la société civile française et européenne, du monde politique, syndical et de l'entreprise pour réfléchir ensemble et proposer des réponses concrètes. Rendez-vous à Lille, le samedi 17 mars !

Fiers d'être européens?

Fiers d'être européens ?

Placés sous le thème de la fierté européenne, les Etats Généraux de l'Europe comprennent plusieurs ateliers autour des valeurs de l'Union : la liberté, la solidarité, la responsabilité ou encore la démocratie. Echange, rencontre, analyse, proposition sont les maîtres mots de cette première édition des Etats généraux.

Cette initiative est l'occasion de rassembler les acteurs de la société civile dans leur grande diversité pour réfléchir ensemble à ce qui a été accompli durant ce demi-siècle.

Dans quelle mesure les objectifs idéalistes en matière de liberté, d'égalité, de solidarité, de responsabilité, de démocratie, de diversité qui sous-tendent la construction européenne ont-ils pu être mis en œuvre ? Pouvons-nous en être fiers ? En tant que partie prenante au projet européen, les citoyens que nous sommes ont-ils une responsabilité dans la promotion de cette éventuelle fierté ? Projétons-nous en 2057, qu'est-ce qui nous rendrait fiers d'être Européens ? Telles sont les problématiques qui seront soulevées durant cette manifestation.

Des acteurs de la société civile française mais aussi européenne, citoyens, syndicalistes, représentants du monde de l'entreprise, mêleront leur voix à celle des hommes et des femmes politiques pour contribuer ensemble aux fondements d'une nouvelle étape de la dynamique européenne.

Seront présents : Martine Aubry, maire de Lille; Sarah Biasini, actrice et marraine du 50e anniversaire du traité de Rome en France; Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne et président fondateur de Notre Europe; Elie Barnavi, directeur scientifique du futur Musée de l'Europe; Jean-Luc Dehaene, député européen et ancien Premier Ministre belge; Jean Marie Cavada, député européen; Jacques Barrot, commissaire européen chargé des transports, et vice-président de la



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

Commission...

Ces Etats Généraux se veulent le lieu clé du débat civique européen en 2007 et visent à créer une nouvelle dynamique pour relancer l'Union à la veille de l'élection présidentielle et des célébrations officielles le 25 mars prochain.

Le comité d'organisation des Etats généraux de l'Europe

Les Etats généraux de l'Europe sont un projet commun d'EuropaNova, du Mouvement européen et de Notre Europe sur une idée d'EuropaNova. L'ARRI, le Cafecs, Sauvons l'Europe, la fondation pour l'innovation politique, la fondation Schuman... ont rejoint ces premiers Etats généraux.

La Ville de Lille, la CCI Lille Métropole et l'IEP de Lille ont joint leur force pour faire de cette manifestation le lieu du débat européen en France en 2007. Le Ministère des Affaires européennes français et le Parlement européen apportent leur parrainage.

C'est une initiative ouverte qui vise à rassembler ceux qui notamment en France ont envie de réfléchir ensemble aux prochaines étapes de la construction européenne.

Tout organisation et citoyen peuvent y contribuer. Echange, rencontre, analyse, proposition sont les maîtres mots de ces Etats généraux.

Cette première édition, soutenue par Touteurope.fr, est placée sous le signe de la fierté européenne. Les propositions résultant de ces Etats généraux seront transmises au Conseil européen de juin 2007 pour être mises sur la place publique et débattues à l'échelle de l'Union.

Le comité de coordination des Etats généraux comprend : Gaëtan Claeys (Lille), Sylvie Goulard, Frédéric Haffner, Antoine Harleaux (Lille), Anouche Kéchichian, Guillaume Klossa, Philippe Le Treut, Gaëtane Ricard-Nihoul, Joel Roman...

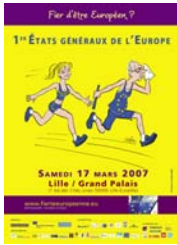
19/03/07 La volonté de relancer le projet européen s'exprime aux premiers Etats généraux de l'Europe



Le 17 mars 2007, personnalités politiques, citoyens et acteurs de la société civile se sont retrouvés à Lille pour affirmer leur "fierté européenne" et dégager des perspectives d'avenir pour l'Europe.

Une grande manifestation

Ces premiers "Etats généraux" organisés à l'occasion du cinquantenaire du traité de Rome par EuropaNova, le think tank Notre Europe et le Mouvement européen, ont rassemblé autour de tables rondes une quarantaine



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

d'associations, syndicats et organisations patronales et des personnalités telles que Jacques Delors, Mario Monti, Alvaro Gil Robles, Elizabeth Guigou, etc.

En marge des débats, les 2000 visiteurs ont pu rencontrer les personnalités et leur exposer leurs points de vue. Des séances de dédicace étaient organisées avec des auteurs tels qu'Elie Barnavi, Jacques Barrot ou Sylvie Goulard. De nombreuses associations locales, nationales et européennes de présentaient leurs projets dans un "village associatif".

L'effervescence du Grand palais de Lille donnait à cette manifestation des allures de grande kermesse européenne. Deux ans après le rejet de la Constitution, les militants de la cause européenne semblent de nouveau prêts à tenir leur rôle dans le débat sur l'avenir de l'Union.

Des propositions concrètes

Seize ateliers thématiques étaient ouverts au public pour débattre et proposer de nouvelles idées. Au programme, des discussions sur l'égalité, la démocratie, les libertés et les responsabilités dans l'Union, des ateliers sur l'économie, le relance institutionnelle ou encore l'environnement.

Les conclusions de ces rencontres nourriront le rapport qui sera remis par les organisateurs aux chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil Européen de juin. Les participants ont exprimé la volonté de poursuivre la démocratisation de l'Union, de continuer à renforcer le rôle du Parlement européen et de contribuer à la diversité culturelle. Les intervenants ont convenu que l'Europe était un formidable accélérateur de droits et que la Charte des droits fondamentaux devait survivre à l'échec constitutionnel. Le marché commun, la liberté d'entreprendre, la stratégie de Lisbonne, la cohésion sociale ont également été évoqués comme des thèmes majeurs. Tomaso Padoa Schioppa, ministre italien de l'Economie, a conclu cette journée en réaffirmant la nécessité d'avoir une capacité de décision et des moyens d'actions pour relancer le projet européen. "C'est dans l'ambiguïté, a-t-il déclaré, que l'Europe a jusqu'à présent avancé. Il lui faut désormais jeter le masque".

Fenêtre sur l'Europe

(www.fenetreeurope.com)

Lundi 19 Mars 2007

Premiers Etats généraux de l'Europe : réfléchir ensemble sur l'avenir de notre Union

À une semaine du cinquantième anniversaire du traité de Rome, trois grands think-tanks européens (Notre Europe, Europeanova et le Mouvement Européen) organisaient, samedi 17 mars à Lille, la première édition des « Etats généraux de l'Europe ».

Le 25 mars 2007 prochain, le traité de Rome, à l'origine de l'Union européenne actuelle, fêtera ses 50 ans. Un âge de raison, où l'heure des bilans et de la renaissance est arrivée.

Dans cette optique, les premiers Etats Généraux de l'Europe étaient l'occasion de réunir pour la première fois dans une grande manifestation civique un grand nombre

Etats Généraux de l'Europe - Secrétariat exécutif

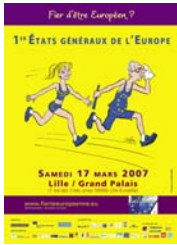
EuropaNova

21, rue du Faubourg Saint Antoine

Immeuble E - 75011 Paris

Tel : + 33 1 43 42 40 90

Mail : contact@europeanova.eu



Etats Généraux de l'Europe
Samedi 17 mars 2007
Revue de presse

d'acteurs de l'Europe.

Citoyens, organisations de tout type, associations, représentants du monde de l'entreprise, politiques ou syndicalistes étaient ainsi invités au Grand Palais de Lille samedi dernier pour débattre ensemble de ce que l'Europe a accompli durant ce demi-siècle et de ce qu'elle aimerait réaliser au cours du prochain.

Placés sous le thème de la fierté européenne, les Etats généraux se sont déroulés sous forme de plusieurs « ateliers-débats » organisés autour de différents thèmes et questions sur les grandes valeurs qui unissent les européens, telles la liberté, la solidarité, la diversité, la responsabilité ou encore la démocratie.

De nombreuses personnalités politiques françaises, s'étant impliquées de près ou de loin dans la construction européenne ces dernières années, étaient au rendez-vous, tels Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, Jacques Barrot, commissaire européen chargé des transports, et vice-président de la CE, Jean Marie Cavada, député européen ou Martine Aubry, maire de Lille.

Les résultats de ces premiers Etats généraux seront transmis au Conseil européen de juin 2007 pour être débattus à l'échelle de l'Union européenne.
D.A.

Billets de blogs

Les Coulisses de Bruxelles
(<http://bruxelles.blogs.libération.fr/>)
Blog de Jean Quatremer, correspondant pour Libération

« Fierté Européenne »



Il faut être gonflé en ces temps d'euro-scepticisme pour appeler ainsi une manifestation quelconque ! C'est pourtant ce qu'ont fait trois mouvements pro-européens, le « [Mouvement européen](#) », « [Europanova](#) » et « [Notre Europe](#) ». Le 17 mars prochain, ils organisent à Lille, à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de Rome, les premiers « **Etats généraux de l'Europe** » qui réuniront acteurs de la « société civile » et politiques afin de relancer la dynamique européenne. J'y serai, bien sûr (je dois animer l'atelier "Une Union d'Etats et de peuples: vers un nouveau fédéralisme"), et je vous invite à consulter le site de cet événement, intitulé bien sûr [Fierté Européenne](#).
Rédigé le 28/02/2007 à 19:38 dans [Avenir de l'Europe](#) | [Lien permanent](#)



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

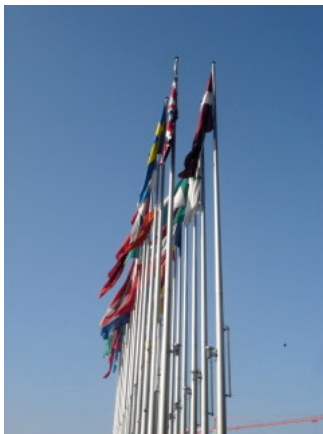
Revue de presse

Fierté européenne (suite)

Je vous rappelle que demain ont lieu à Lille les premiers "Etats généraux de l'Europe" avec plein de beau monde. Vous pouvez télécharger le programme [ici](#). J'y reviendrai tout à l'heure, mais là, je dois prendre la route. A plus tard!

Rédigé le 16/03/2007 à 10:54 dans [Avenir de l'Europe](#) | [Lien permanent](#)

Fierté européenne (suite, bis)

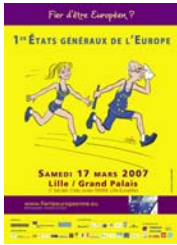


Les organisateurs de ces premiers Etats généraux européens, qui ont eu lieu, samedi, au Palais des congrès de Lille, étaient sur un petit nuage : environ **2000 personnes** se sont pressés tout au long de la journée pour assister à cet événement.

Guillaume Klossa, le président d'Europa Nova, l'une des associations organisatrices avec le Mouvement européen France et la fondation Notre Europe, n'a pas hésité à estimer qu'entre 3500 et 4000 personnes étaient passées à un moment ou à un autre. Là, j'ai comme un doute. En tous les cas, il y avait du monde et surtout beaucoup de jeunes pour assister aux deux séances plénières et aux différents ateliers. Pour lancer ces Etats généraux, Europeanova et Profession politique ont commandé un sondage CSA (téléchargeable en

intégralité sur le site de [Fierté européenne](#) d'où il ressort que **71% des Français se sentent fiers d'être Européens** (43% souvent, 28% de temps en temps). La lecture des résultats indique que les moins fiers sont les communistes, les commerçants, les artisans et chefs d'entreprises les salariés du secteur publics et les moins diplômés. Mais cela reste relatif puisque dans toutes ces catégories, la fierté d'être européen est largement majoritaire. A la question : « *vous sentez vous fier d'être Français* », le taux passe à 91% (73% souvent et 18% de temps en temps), ce qui est normal. Le plus intéressant est que le sentiment d'appartenance européenne n'est somme toute plus si éloigné du sentiment d'appartenance à une communauté nationale.

Ce qui est un peu plus sidérant est le jugement que portent les sondés sur les personnalités françaises qui ont le plus contribué à la construction communautaire : **Charles de Gaulle**, qui a pourtant provoqué la plus grave crise européenne en 1965 avec la crise de la chaise vide, se retrouve à égalité avec **François Mitterrand** (32%). L'extrême gauche vote même à 34% pour le grand Charles alors que la gauche parlementaire ne lui accorde que 23% de ses suffrages. Et il fait un tabac chez les 18-24 ans, avec 49%... Si, logiquement, Jacques Delors est cité par 24% des sondés, Jacques Chirac (19%), c'est un comble, précède Valéry Giscard d'Estaing (14%), Jean Monnet (11%) et Robert Schuman (10%)... C'est à se demander si les Français connaissent leur histoire. Le succès de de Gaulle renvoie plus au souvenir mythique des « trente glorieuses » qu'à autre chose. Durant la campagne référendaire



Etats Généraux de l'Europe

Samedi 17 mars 2007

Revue de presse

j'avais été frappé par le fait que les militants « antilibéraux » citaient souvent le gaullisme en exemple de ce qu'il fallait faire...



Comme j'ai d'abord présidé un atelier (au titre assez étrange : « Une union d'Etats et de peuple : vers un nouveau fédéralisme ?») avant de participer à un autre (sur la liberté de la presse et sur la difficulté d'informer sur l'Europe), je peux difficilement rendre compte de ce qui s'est passé. On ne peut être à la fois acteur et spectateur, il faut choisir. Un compte-rendu exhaustif sera publié prochainement sur le site des associations. Je voudrais simplement soumettre à votre réflexion une idée formulée par **Toger**

Seidenfaden, le rédacteur en chef du journal

danois Politiken, dans l'atelier que je présidais. Il propose que les futurs traités soient négociés par des représentants élus dans chaque pays et non, comme actuellement, par les gouvernements. Mais attention : chaque pays n'aurait qu'une voix et une seule lors des Conférences intergouvernementales (CIG). Simplement, les négociateurs élus de chaque pays (chaque Etat déciderait de leur nombre) devraient se mettre préalablement d'accord pour accepter ou refuser un compromis sur tel ou tel sujet. Ils voteraient au sein de la délégation en cas de besoin. Comme cela, l'éventuel veto d'un pays interviendrait en amont et non en aval, comme cela s'est passé avec le traité constitutionnel. Si les délégations nationales parviennent à un accord unanime, le nouveau traité n'aurait donc pas à être soumis à un référendum puisqu'il aurait été négocié par une Constituante élue (bien que décidant à l'unanimité des délégations nationales) : une ratification parlementaire suffirait. Une idée que je trouve particulièrement novatrice. Qu'en pensez-vous ?

Rédigé le 18/03/2007 à 18:23 dans [Avenir de l'Europe](#) | [Lien permanent](#)